HISTORIA
magazine
(34)
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 227 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LA POLITIQUE DE PACIFICATION

Les harkis seront parmi les artisans du rétablissement de la sécurit dans les campagnes. Pour la plupart volontaires, ils resteront nom breux fidèles à la France après l'indépendance de l'Algérie

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Paul Ribeaud.



LE DÉPART DE GUY MOLLET

Jean FONTUGNE

PROFITANT de l'affaire de Suez, l'Union soviétique consolide rapidement ses positions dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient au cours du deuxième trimestre de 1957. De leur côté, les États-Unis s'efforcent, par une aide économique importante accordée à Israël, d'apaiser les remous provoqués dans ce pays par les pressions exercées sur son gouvernement par Washington.

C'est aussi l'époque où le sénateur J.F. Kennedy prend nettement position pour l'indépendance de l'Algérie.

On assiste enfin, sur le plan international, aux premières campagnes pour un désarmement atomique général et contre les expériences nucléaires. Le chancelier Adenauer se signale plus particulièrement en prenant l'initiative de ce mouvement.

En France, rien ne va plus. On n'ignore pas l'aide importante fournie par les pays arabes, à la demande d'Ibn Séoud, aux rebelles algériens. Cela n'empêche pas les partis d'être de plus en plus divisés sur la politique à mener par la France en Algérie et ce, malgré une agitation sociale qui se manifeste dans les secteurs public et semi-public, où les conflits du travail se multiplient. Ce deuxième trimestre verra aussi la chute du gouvernement Guy Mollet, le dix-septième de la IVe République. Il sera remplacé, le 12 juin, par le cabinet Bourgès-Maunoury.

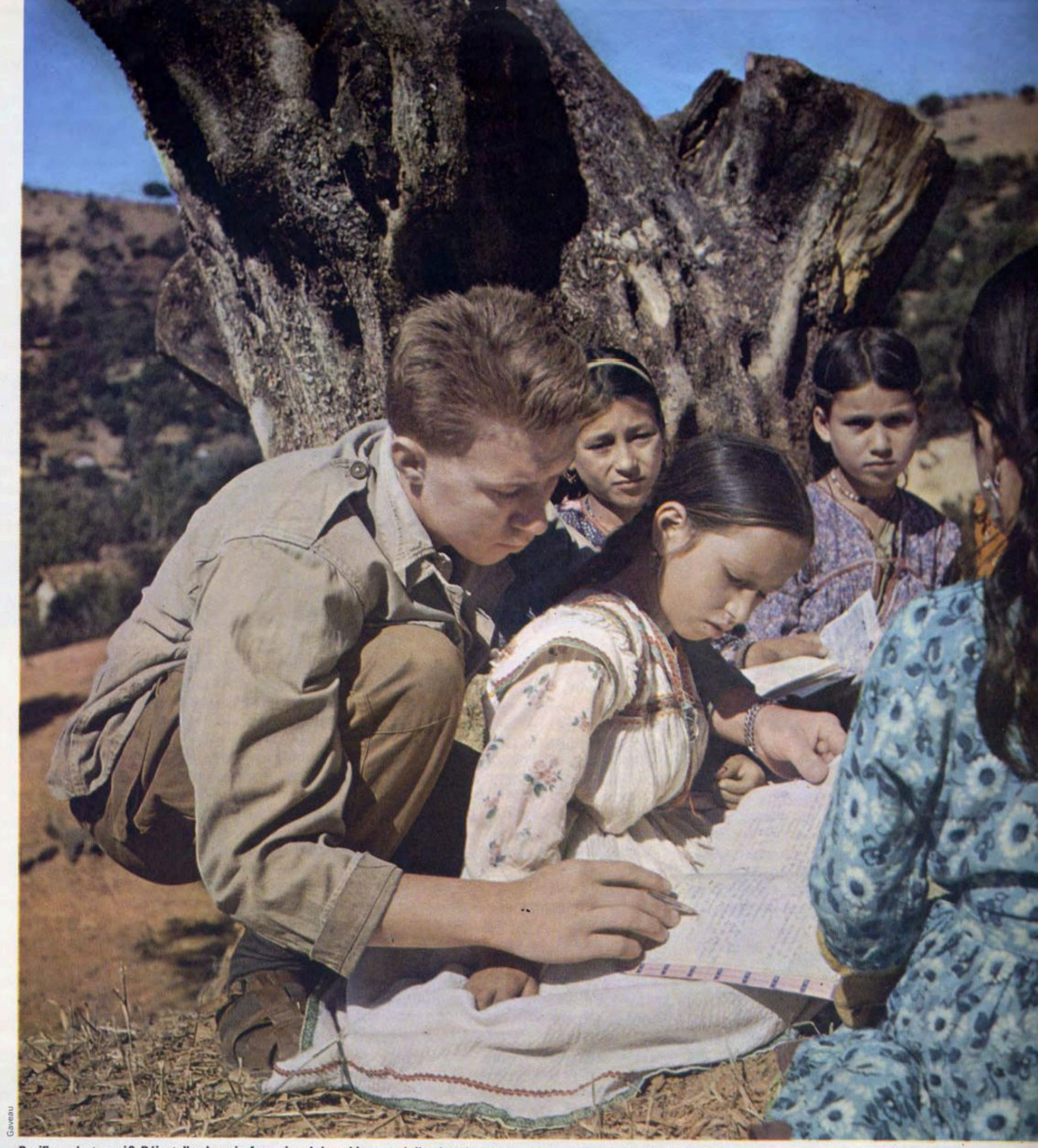
En Algérie, les « opérations-pilotes » se développent favorablement et c'est par une relance du terrorisme urbain que le F.L.N. se manifestera essentiellement au cours de cette période. Un fait nouveau, aux frontières, est l'aide matérielle que Bourguiba accorde à l'Armée de libération nationale. Le président tunisien propose, dans le même temps, un plan de paix qui rassemblerait, dans une communauté franco-nord-africaine, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Il suggère également, pour faire aboutir ce projet, de confier cette mission au général de Gaulle.

Cependant, alors que les partis tiennent congrès sur congrès, alors que la campagne de presse se poursuit avec plus de violence en France à l'occasion de la création de la Commission de sauvegarde, le peuple français apprend le massacre de plusieurs centaines d'Algériens à Melouza, et aussi que le F.L.N. veut étendre ses activités terroristes en France. Celui-ci profite, en effet, de la grande fête du football, au stade de Colombes, pour abattre Ali Chekkal.

Le gouvernement français se décide alors à demander l'extension des pouvoirs spéciaux.

J.F.

SOMMAIRE N° 227 :


Gaveau

Pacifier, c'est quoi? Réinstaller la paix française. Inlassablement, à l'ombre des armes. Tâche obscure, de l'école à ciel ouvert jusqu'au secret travail de renseignement.

ALGÉRIE 1957: ON PACIFIE!

Nous avons exposé dans un précédent article quelle était la politique de la rébellion, quels étaient ses principes et ses moyens d'action, et souligné que la lutte déclenchée en Algérie, dans le dessein proclamé d'éliminer par tous les moyens la présence française, comportait en premier lieu la conquête de gré ou de force de la population musulmane par la mise en place d'une organisation politique, admi-

◄ **Lutter contre la clochardisation, contre l'emprise de la propagande F.L.N., contre les méfaits de l'incertitude : « Si tu restes, si tu nous protèges, on marche avec toi ! » Que de fois, l'officier S.A.S. a reçu cette confidence-là !**

Charité ? Paternalisme ? Propagande sordide ? L'armée a bonne conscience. Les gosses ont faim ? Voilà du pain. Ils veulent apprendre ? On ouvre une école. Ils veulent oublier la guerre ? Elle organise leurs jeux, souvent adopte les plus déshérités. ►

P. Marbot

une France en képi bleu, dont on se méfie encore, se dessine à l'ombre des mechtas

nistrative et militaire s'étendant sur la totalité du territoire. Dans les zones où cette infrastructure avait été mise en place, la population musulmane était absolument paralysée, prisonnière; elle ne pouvait que se soumettre et obéir aveuglément aux consignes des commissaires politiques, toute tentative de réaction, de refus, étant impitoyablement châtiée.

La mission des S.A.S.

Dans ces conditions, comment pouvait-on reprendre contact avec la population, ramener la confiance, promouvoir les réformes administratives et sociales dont l'urgence était criante ? Comment, enfin, amener les autochtones à participer à la lutte contre la rébellion par l'autodéfense, le renseignement et leur engagement délibéré aux côtés des forces de l'ordre ? Il est bien certain qu'il fallait d'abord libérer la population de l'emprise du F.L.N., arracher le manteau de peur qui la paralysait et alors, mais alors seulement, il devenait possible d'entreprendre une œuvre constructive, c'est-à-dire de pacification, qui, privant la rébellion de son support populaire, lui enlèverait sa raison d'être. D'autre part, il était non moins évident qu'une armée moderne, si forte fût-elle, mais composée d'hommes différents des autochtones par la race, la civilisation et la langue, ne peut gagner une guerre subversive sans le concours et l'engagement dans la lutte de la population locale.

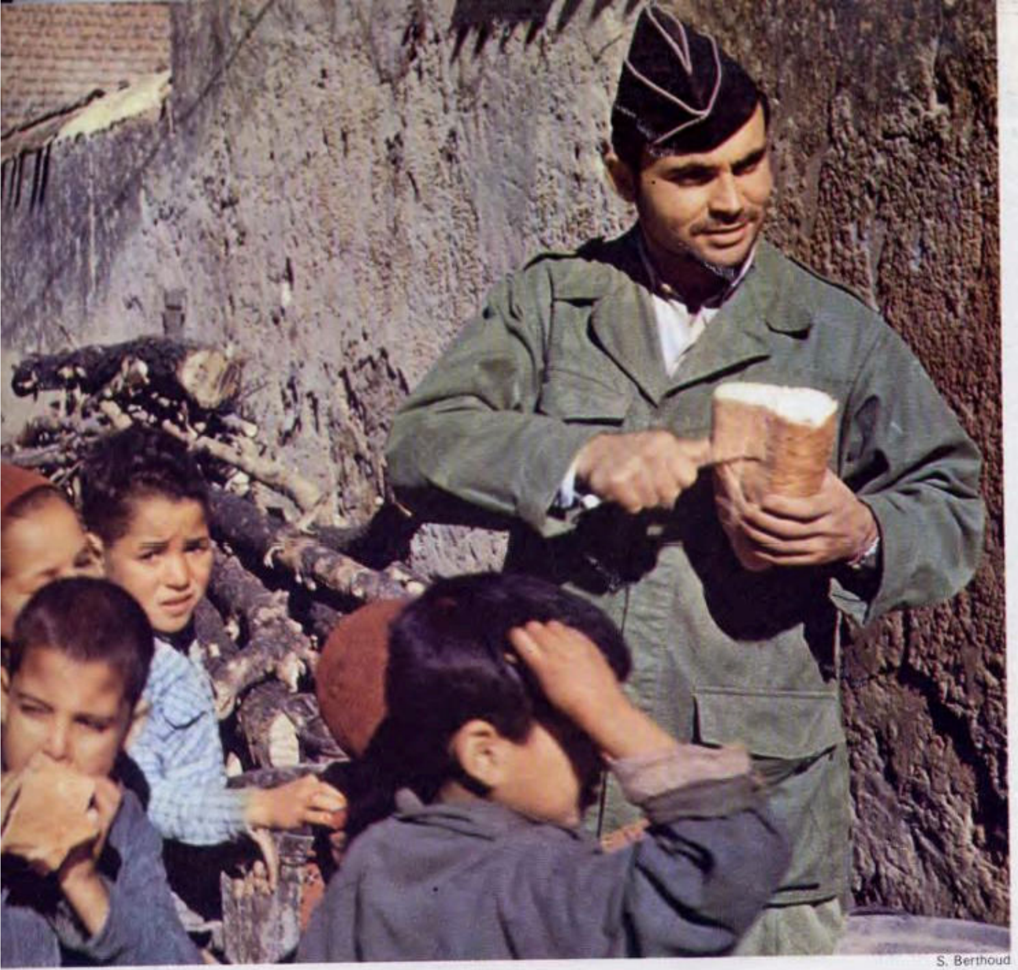
Comment donc s'effectua cette politique de pacification ? Il n'y eut pas de formule magique, encore moins de schéma type appliqué uniformément à l'ensemble du pays, qui aurait substitué à la rigide organisation du F.L.N. une autre organisation aussi contraignante. Loin de contraindre la population, il s'agissait d'obtenir par des méthodes humaines son adhésion volontaire à une œuvre commune dont elle serait la première bénéficiaire.

Dès que les opérations policières et militaires ont assaini la zone à traiter, c'est d'abord le maintien sur place d'une présence suffisamment étoffée (unités de secteur) pour éviter le retour en force du F.L.N. ou l'infiltration clandestine de ses agents. Présence qui protège et qui rassure. Des postes militaires s'implantent et leurs effectifs rayonnent dans le secteur à pacifier. La troupe ne change pas, pendant des mois et des mois, ce sera la même unité. Cadres et soldats acquièrent peu à peu une connaissance approfondie de leur secteur, de ses caractéristiques propres, des coutumes et des mœurs de la population, qui s'habitue à leur présence, des contacts humains s'établissent progressivement. Puis, un jour, une S.A.S. (section administrative spécialisée) s'installe, non dans le poste militaire, qui occupe généralement une position dominante, donc en dehors des habitations, mais dans le douar même, au milieu de la population, sous la tente ou dans une mechta disponible, et la construction du bordj de la S.A.S. est entreprise avec le concours rétribué des habitants.

L'officier S.A.S. prend contact avec les représentants traditionnels du douar, s'ils n'ont pas été emmenés ou massacrés par le F.L.N., ou alors avec des « anciens », discute avec eux des besoins les plus urgents. Il ne s'agit pas de distribuer des subventions, qui seraient considérées comme des aumônes, mais de donner du travail utile pour la collectivité. Ce seront, par exemple, d'abord un point d'eau, qui



L'autre profil de la pacification. Celui qui rétorque aux méthodes F.L.N. : « Privons donc le poisson d'eau et l'A.L.N. du support des populations ! » Alors, c'est le regroupement, le déracinement des villages, qu'on transplante ailleurs, sous le contrôle de l'armée. ►



S. Berthoud

évitera la fatigue et le danger d'aller à la source, souvent éloignée dans la montagne, puis une piste, qui sera ensuite transformée en route. Ces travaux nécessitent des travailleurs et apportent ainsi des salaires qui améliorent les conditions de vie. L'officier S.A.S. commence à recenser la population.

Parallèlement, l'assistance médicale gratuite est organisée. L'assistante sociale de la S.A.S. visite les familles. Les femmes, d'abord réticentes, se laissent peu à peu conquérir par son sourire, sa gentillesse, des consultations et des soins sont organisés avec le concours du médecin militaire du bataillon voisin. La glace est rompue, la méfiance tend à disparaître. Un contact humain, fait de rapports simples, s'établit.

J.-C. Péret

Dans le seul corps d'armée d'Alger, entre janvier et août 1957, 109 chantiers de pistes et de routes furent ouverts dans le bled, employant 4 700 travailleurs autochtones. Quant à l'assistance médicale, qui ne donnait encore, en janvier 1957, que 20 000 consultations gratuites, elle en donnait 59 000 en avril et 160 000 en juillet.

Le contact repris, la confiance revenue, la sécurité sur les pistes assurée à nouveau, les marchés — les souks —, qui jouent un si grand rôle dans la vie de la population musulmane, pouvaient rouvrir. Par exemple, dans la région de Palestro, aucun marché ne se tenait plus depuis dix-huit mois du fait de l'insécurité. Or, quinze jours après le début de l'opération de pacification entreprise dans cette région, 2 000 personnes se rendaient au souk, rouvert, de l'oued Isser; la semaine suivante, il y en avait 5 000, pour la plupart des paysans, ayant fait parfois quatre à six heures de marche dans la montagne, à pied ou à califourchon sur des mulets étiques ou de petits ânes porteurs de couffins pleins de diverses marchandises, et poussant devant eux chèvres et moutons.

Sur le souk, avec le commerce, les échanges, les palabres interminables, c'est vraiment la vie qui reprend. L'officier S.A.S. est là, on l'interroge, on le prend à témoin, il est ainsi amené à régler de menus litiges, bientôt on fait cercle autour de lui, on le questionne. Il est là, seul, sans armes, il inspire confiance. Dans un coin de la place du souk, l'assistante sociale aussi est là, à côté de la camionnette médicale à croix rouge, avec le médecin militaire et son infirmier indigène, aide et interprète à la fois.

Périodiquement, en cours de journée, arrive dans un nuage de poussière le camion à haut-parleur et cinéma de l'action psychologique, nouveau centre d'attraction. Les affaires faites, on se groupe pour écouter les nouvelles, nouvelles régionales dont le « téléphone arabe », peut-être, a déjà parlé. Problèmes de la vie courante, réalisations déjà effectuées, projets... toutes choses que le cinéma illustre de scènes prises dans le secteur. L'intérêt est vif quand certains se reconnaissent ou reconnaissent des parents ou amis. On y parle aussi du F.L.N., par des exemples concrets, on montre ses procédés de contrainte et de terreur. On laisse aux auditeurs le soin d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Le commissaire politique

Tout cela constitue le premier stade de la pacification. Jusque-là, la population, passée de la contrainte du F.L.N. à la présence française, a connu les stades de la surprise, puis du soulagement causé par la disparition des commissaires politiqués, des collecteurs de fonds, des tribunaux du peuple et des tueurs. Le stade aussi de la méfiance et de la crainte, car si les Français s'en vont (comme cela s'est déjà produit), on sait à quelles représailles seront exposés ceux qui auront coopéré avec eux. Finalement, la détente et la confiance l'emportent, mais dans la passivité.

La population n'ose encore s'engager, elle observe et attend. Cela se comprend d'autant mieux quand on sait que beaucoup de ces habitants du bled avaient, pendant des années et des années, ignoré quasi totalement la présence française du fait de la sous-administration effarante de l'Algérie. Personnellement, j'ai rencontré des indigènes d'âge mûr qui m'ont affirmé n'avoir jamais rencontré de Français de leur vie! Autrefois, du temps des bureaux arabes, officiers des affaires algériennes et administrateurs, parcourant leur territoire à cheval, pouvaient se rendre dans les douars les plus reculés. Tout le monde les connaissait. Ces temps et coutumes étaient malheureusement révolus depuis longtemps.

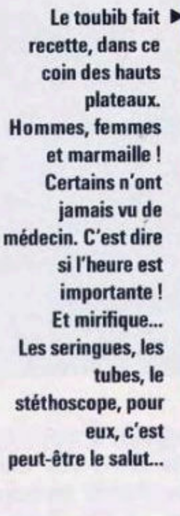
Les choses vont-elles changer réellement? Voilà que des gens désintéressés s'occupent d'eux, de leurs petits problèmes, leur apportent du travail c'est-à-dire de l'argent pour faire vivre la famille, pour aller au souk, soignent gratuitement les malades. On a du mal à y croire, ce n'est pas ainsi que le commissaire politique présentait les sales colonialistes, exploiteurs du peuple algérien. Alors, toute la propagande du F.L.N., les cours obligatoires du soir, ce ne serait que des mensonges?... De tout cela, on discutait à l'ombre de la mechta, discussions souvent fort animées; les jeunes, en particulier, refusaient d'y croire : « C'est une ruse ▶



J. Costagliola

◀ **La médecine nomadise et, jusqu'au fin fond des douars, les blédards attendent comme le Messie la visite du camion blanc de l'A.M.G. (assistance médicale gratuite). Parfois, le camion saute sur une mine F.L.N. posée la veille.**

le combat difficile : pour ramener la paix il faut d'abord faire échec à la propagande orchestrée par le F.L.N.

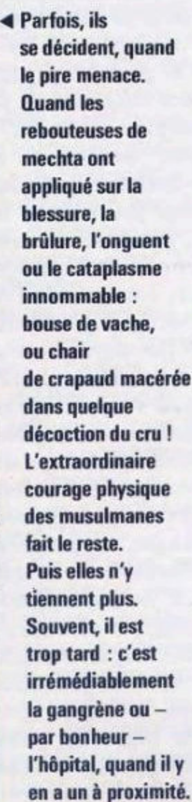


Le toubib fait recette, dans ce coin des hauts plateaux. Hommes, femmes et marmaille ! Certains n'ont jamais vu de médecin. C'est dire si l'heure est importante ! Et mirifique... Les seringues, les tubes, le stéthoscope, pour eux, c'est peut-être le salut... ▶



M. Peschier





◀ **Parfois, ils se décident, quand le pire menace. Quand les rebouteuses de mechta ont appliqué sur la blessure, la brûlure, l'onguent ou le cataplasme innommable : bouse de vache, ou chair de crapaud macérée dans quelque décoction du cru ! L'extraordinaire courage physique des musulmanes fait le reste. Puis elles n'y tiennent plus. Souvent, il est trop tard : c'est irrémédiablement la gangrène ou – par bonheur – l'hôpital, quand il y en a un à proximité.**

des Français pour nous amadouer, et demain ils nous feront marcher à la trique ou bien ils nous abandonneront! Il ne faut pas se compromettre! » Alternance de méfiance, de confiance et de peur.

Les anciens combattants, se souvenant de la camaraderie et de la fraternité bien réelles qui régnaient dans leurs unités de tirailleurs ou de spahis entre Français musulmans et Français de souche, se dégèlent les premiers. De nouveau, les vieilles décorations, médailles militaires et croix de guerre, aux couleurs délavées, apparaissent aux revers des djellabas. Cela n'échappe pas à l'officier S.A.S., il les réunit et s'occupe d'abord de régler les questions de retraites et de pensions d'invalidité qui n'ont pas été payées depuis des mois. Et puis on discute entre militaires, on évoque les souvenirs des dernières campagnes, l'Italie et le Garigliano, la France et les durs combats dans les Vosges, sous la neige... On parle aussi de la situation locale, comment on pourrait mieux assurer la sécurité du douar afin de se prémunir contre un retour des agents du F.L.N. et de ses bandes armées... Et voilà qu'un ancien sergent interpelle

J. Costagliola

l'officier : « Donne-nous des armes, on se défendra nous-mêmes contre ces bandits ! »

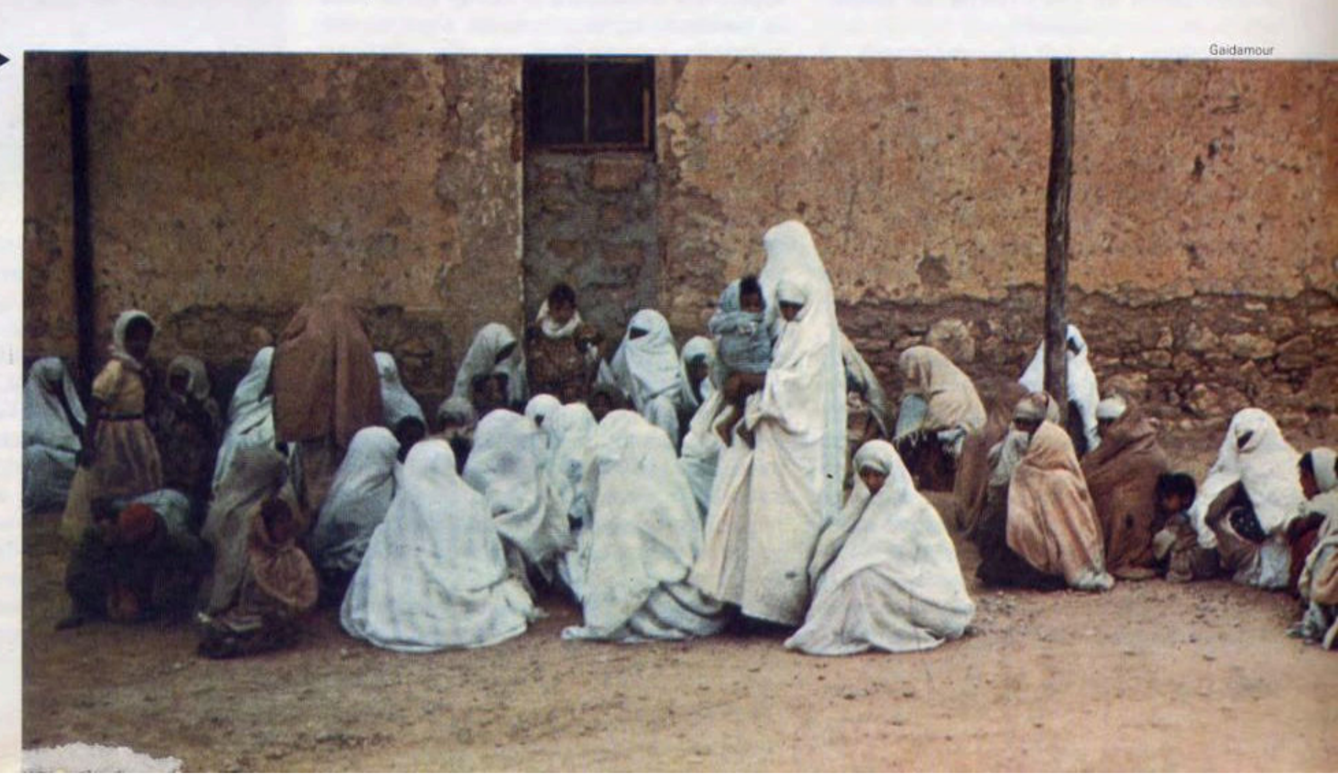
Ainsi naissent les groupes d'autodéfense des villages. Quinze ou vingt hommes, tous volontaires, reçoivent des fusils et des grenades. Des postes de guet sont judicieusement placés, le tour de garde est assuré, et si un agent ou un petit groupe rebelle tente de s'infiltrer dans le village, à la faveur de la nuit, pour collecter des fonds ou emmener des jeunes au maquis, il trouvera à qui parler !

Un nouveau stade était franchi. L'engagement de la population était bien amorcé. On pouvait aller plus loin et d'abord, remettre en place les hiérarchies locales. Des « djemaas » furent réinstallées avec leur président élu par la population. Trouver des hommes valables n'était pas toujours chose facile, beaucoup de ceux qui avaient le minimum d'instruction nécessaire avaient été tués ou enlevés par le F.L.N. Des volontaires sélectionnés par l'officier S.A.S. pour leur autorité naturelle et leur connaissance de la population, furent parfois envoyés, pour quelques semaines, dans des centres de formation de chefs de douar où leur étaient inculqués des rudiments d'administration.

Les fusils d'autodéfense

Cette réorganisation de base, à l'échelon « Bocca » (groupe de mechtas isolées), fraction et douar, permit et facilita la réforme communale décidée par le ministre résidant. L'Algérie comprenait en janvier 1956, 79 communes mixtes (administration du bled), 158 centres municipaux et seulement 333 communes de plein exercice (dans les centres à forte densité européenne). En juillet 1957, communes mixtes et centres administratifs avaient disparu mais il y avait 1 491 communes dirigées par des délégations spéciales composées de musulmans et d'Européens au prorata de l'importance des deux communautés.

Avec les nouvelles municipalités où siégeaient de nombreux musulmans, avec les groupes d'autodéfense, on peut dire que la population était sortie de sa passivité, qu'enfin elle coopérait. Sur le territoire du seul corps d'armée d'Alger, en août 1957, 2 500 autochtones avaient été ▶



Gaidamour

Attendre de passer ▶ la visite, c'est, pour les Algériennes, une sorte de fête. Il faut avoir vécu dans le bled pour le comprendre. Certaines ne sont pas sorties de chez elles depuis des mois. On les voit arriver le matin, très tôt, et s'installer en rond, par terre, devant le cabinet du médecin, des heures avant la consultation. Elles passent le temps en bavardages inlassables.



Papin

puis soudain, les langues se délient, les renseignements se mettent alors à affluer

armés dans les groupes d'autodéfense, 1 300 autres faisaient partie des assemblées communales. Malgré les dangers réels que cela représentait pour eux, ils avaient choisi en toute liberté, ils avaient pris leurs responsabilités.

Le climat évoluait favorablement, il n'était plus question pour cette population, délivrée de la peur, de revenir en arrière et les paysans comprirent que pour se prémunir contre des actions toujours possibles du F.L.N., furieux devant les progrès de la pacification, le meilleur moyen était de jouer le jeu loyalement. Les renseignements, si rares pendant longtemps, commencèrent à affluer. En outre, nombreux furent les volontaires pour se battre avec nos unités. On sait combien l'armée régulière souffrit du manque de forces supplétives pendant les deux premières années de la lutte contre la rébellion. Unités légères, levées dans la région même de leur emploi, connaissant à fond le terrain, les moindres pistes de la montagne, ayant ataviquement le sens de la guérilla, sobres et dures à la fatigue, elles sont les auxiliaires incomparables des unités régulières.

Certes, le besoin de telles unités s'était très vite fait sentir et, dans certaines régions peu contaminées, quelques harkas avaient pu être levées, qui comptaient en tout 2 000 hommes à la fin de 1956. Avec la pacification, leur nombre s'accrût très rapidement, au point que, fin 1957, on dut limiter le nombre des harkis en fonction des crédits accordés pour leur rétribution, cependant modeste (800 anciens francs par jour sans aucun autre avantage); à cette date, 30 000 harkis étaient sous les armes.

"Mektoub" et "Inch'Allah"

La formule la plus couramment employée était la constitution d'une section de harkis, adaptée à chaque compagnie de secteur. Il y eut aussi certaines harkas autonomes de plusieurs centaines d'hommes, là où un chef autochtone, décidé et de grande autorité, comme le bachagha Boualem, dans l'Ouarsenis, en levait lui-même sur les tribus traditionnellement soumises à son autorité.

Ainsi, progressivement, étape par étape, la population musulmane s'engageait aux côtés des forces de l'ordre, mais ce n'était pas encore suffisant pour la faire participer complètement à l'œuvre de rénovation de l'Algérie entreprise, avec beaucoup de courage et de sens des réalités, par Robert Lacoste et à laquelle l'armée adhérait.

La population musulmane est essentiellement fataliste, donc passive, « Mektoub » « Inch'Allah » ne sont pas de vains mots, ils traduisent, dans la vie de chaque jour, la résignation et aussi la loi du moindre effort. Il fallait donc l'amener à comprendre cet autre adage : aide-toi, le ciel t'aidera, et lui donner les moyens d'agir par elle-même en l'éduquant, en élevant son niveau intellectuel. Véritable promotion sociale.

Le pourcentage des enfants scolarisés dans le bled était dérisoire, environ 15 % en 1954, pourcentage que les « événements » avaient encore réduit dans une forte proportion. N'oublions pas que les écoles dispersées dans le bled avaient été l'objectif prioritaire du F.L.N.; le nombre des écoles totalement incendiées, détruites, ne se comptait plus, et là où il en subsistait, les instituteurs civils avaient dû être repliés sur les villes par mesure de sécurité. L'armée se substitua à l'Éducation nationale. Dans tous les secteurs de pacification, les commandants d'unité firent appel aux soldats du contingent qui se desti-

Pacifier, c'est aussi savoir vacciner des moutons, sur les hauts plateaux. Les gosses, ça les amuse, ces *laskars* (soldats) en chapeau devenus vétérinaires.

Protéger les fermes des colons, c'est aussi prévenir le chômage. Si le F.L.N. avait coupé les arbres, il n'y aurait pas de récoltes, pas de travail pour ce fellah.

Le ramassage des « mèche-mèches » (abricots). Le rappelé de Savoie ou du Limousin près de l'ouvrier de la Mitidja. Une pacification champêtre !

Gaidamour



Papin

naient à être instituteurs, et, s'il n'y en avait pas, à des volontaires, et rapidement une école était ouverte.

Fin 1956, dans toute l'Algérie, 57 écoles du bled fonctionnaient avec 2 000 élèves; en octobre 1957, 376 écoles groupaient 494 militaires instituteurs et 24 970 élèves! Pour les adolescents, de nombreux ateliers et des centres de formation professionnelle furent créés afin de leur donner, avec le goût du travail, un métier qui les tirât du désœuvrement.

L'assistance médicale gratuite, dont nous avons indiqué plus haut les débuts, se modifia afin d'y faire participer des autochtones, c'est-à-dire des femmes musulmanes, et par elles de pénétrer plus aisément le milieu féminin. Objectif qui semblait irréalisable à certains, qui savaient combien la femme musulmane est maintenue à l'écart de toute activité en dehors de sa propre famille, où, en revanche, elle a souvent une grosse influence. Cependant, la réussite fut éclatante. C'est en 1957 que les premières équipes médico-sociales itinérantes (les E.M.S.I.) firent leur apparition dans la zone d'Orléansville, où avait été lancée la première opération pilote de pacification. Composée d'une chrétienne et de deux musulmanes, chacune de ces équipes assurait le service médical et social dans deux ou trois douars.

Ces femmes au grand cœur, répondant à l'appel lancé par le général Salan, commandant en chef, en mars 1957, venaient de tous les horizons : filles de France, assistantes sociales et P.F.A.T. ayant « fait » l'Indochine ou simplement volontaires pour servir, filles de pieds-noirs heureuses de se dévouer. Les musulmanes provenaient en partie des « adjointes sanitaires et sociales auxiliaires » (les A.S.S.A.), dont la formation avait été lancée en 1956 pour en faire les assistantes des médecins civils du bled, ou tout simplement de volontaires qui étaient cooptées dans des conditions fort diverses; c'est ainsi qu'un certain nombre étaient issues des maquis du F.L.N., telle cette Aziza qui, s'étant enfuie au maquis pour ne pas épouser un vieillard du choix de ses parents, se retrouva, croyant sa dernière heure venue, prisonnière des légionnaires au cours d'une opération. Au lieu des sévices et de la mort auxquels elle s'attendait d'après l'endoctrinement du F.L.N., elle fut réconfortée et confiée aux E.M.S.I., dont elle devint une des filles les plus dévouées.

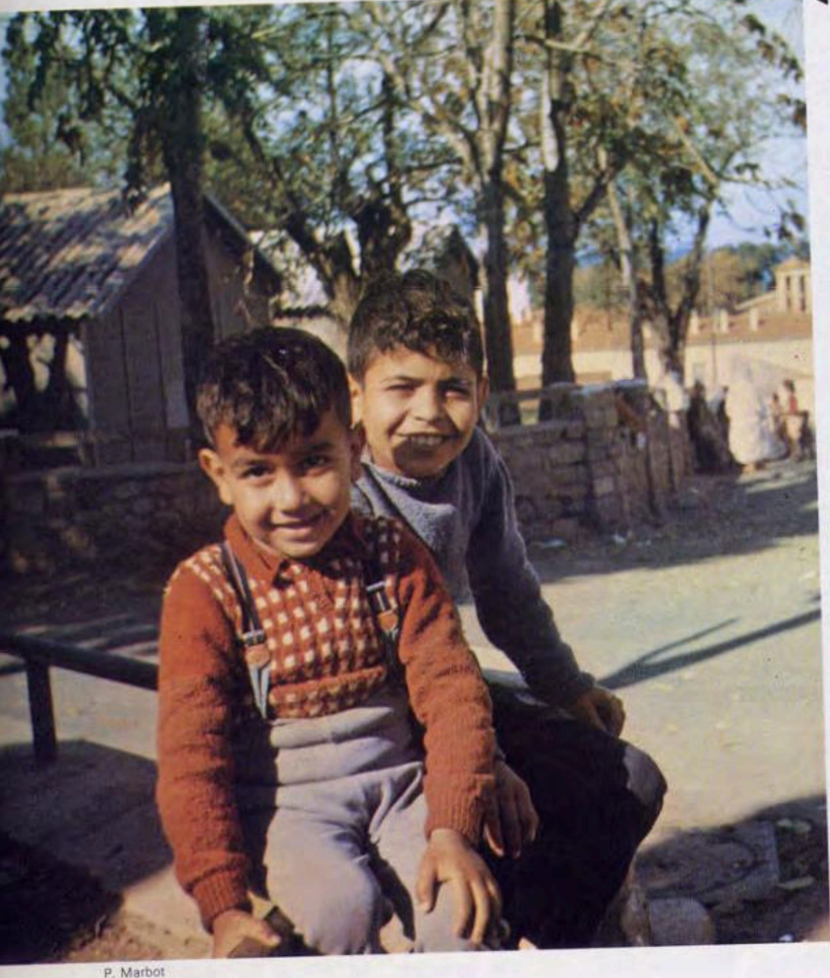
Des Aziza, il y en eut beaucoup, et leur loyauté fut totale.

Les femmes musulmanes

Les E.M.S.I. eurent une grande influence sur les femmes musulmanes. En effet, s'occupant d'abord des enfants et des malades, procurant des secours aux nécessiteux, et par leur seule présence désintéressée, elles éveillèrent l'intérêt des femmes, tellement ignorantes de tout, leur enseignant bientôt des rudiments d'hygiène, de soins ménagers, et l'on vit apparaître dans les douars des ateliers de couture, de tricot, de cuisine, véritables petits cercles féminins où les discussions allaient bon train. Ainsi commença l'évolution de la femme musulmane.

Nous avons donné quelques exemples des procédés mis en œuvre pour la pacification et noté au passage les résultats obtenus. En revanche, nous n'avons pu

bilan mensuel des attentats rebelles à la fin de 1956 : 4 000 ; à la fin de 1957 : 1400



◀ La guerre ? Il arrivera un moment où l'on se demandera si c'est vraiment la guerre. Dans les rues calmes des villages inondés de soleil, quand les gosses ne fuiront plus devant le soldat qui leur dit : « Souriez, la petite colombe va sortir ! » on sera près d'y croire !

P. Marbot



Une petite place de Cherchell, où le marché se tient à l'ombre de la mosquée. Il y a si peu de nuages dans le ciel ! Et de si beaux fruits dans les corbeilles ! Et au milieu de la place, discutant avec les maraîchers, des soldats, presque insolites dans ce tableau ! ▶

mettre en lumière les difficultés rencontrées et qu'il fallut bien vaincre. Il y en eut, comme il y eut aussi des retours en force du F.L.N., furieux de voir des fractions entières de la population lui échapper. Cependant, de proche en proche, comme une tache d'huile, la pacification s'étendait. La rébellion perdait pied dans des zones de plus en plus étendues du bled, en même temps que les grandes agglomérations retrouvaient le calme et la sécurité et que la circulation routière et ferroviaire redevenait à peu près normale.

Ce que nous avons appelé la courbe de température de l'Algérie en fait foi : il n'y avait plus que 1 400 méfaits rebelles par mois à la fin de 1957 contre 4 000, fin 1956.

Aussi, la propagande du F.L.N., tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, se déchaîna avec une virulence accrue, aussi bien contre l'œuvre pacificatrice menée par l'armée que contre les réformes décidées et mises en application par le ministre résidant pour améliorer les conditions de vie des autochtones, mais une contre-propagande, orchestrée par l'« action psychologique » dirigée, à l'échelon du commandant en chef, par le 5e bureau, lui donnait la réplique avec les moyens suivants :

Deux heures d'émissions radio chaque jour, sur les antennes de Radio-Alger, trois hebdomadaires largement diffusés et commentés, dans le bled, plusieurs *public-addresses*, des halls et panneaux d'information jusque dans chaque douar, des tracts, des compagnies de voitures avec haut-parleurs qui parcouraient les marchés ainsi que les cinémas itinérants.

La propagande n'était plus à sens unique.

Nous avons tenté de donner un aperçu de ce que fut l'œuvre de pacification confiée à l'armée en Algérie, en plus de sa mission traditionnelle de guerre et de sa mission exceptionnelle d'action policière. Nous avons conscience de ne pas avoir épuisé le sujet, loin de là, mais, avant de conclure, une mise au point s'impose. On a souvent parlé de la pacification, on a souvent critiqué les méthodes employées, allant parfois jusqu'à écrire que sous l'influence d'officiers anciens prisonniers du Viet-Minh en Indochine, l'armée française avait copié sinon adopté les principes et les procédés de la guerre subversive appris au contact de l'adversaire. L'action psychologique élaborée



L'école des filles, à la S.A.S. des Beni-Douala, en Grande Kabylie. Une plate-bande. De toutes ces écolières en fleurs, c'est à celle qui arrivera le plus tôt, le matin. Par tous les sentiers du djebel. Un personnage domine leur vie : la maîtresse. Elle connaît tout. Elle seule écrit à l'encre rouge. Elle seule aussi sait la facilité avec laquelle les enfants kabyles progressent à l'école ! ▶



P. Marbot

par les 5es bureaux fut sévèrement prise à partie, certains y virent une tentative d'endoctrinement, de viol des consciences, à la manière marxiste.

En exposant, bien que sommairement, ce que fut la pacification, nous espérons avoir montré que loin d'avoir adopté des principes et des procédés en opposition absolue avec l'éthique de la civilisation occidentale, nous en avons pris le contre-pied, toujours dans le respect de la dignité humaine, des coutumes et des caractéristiques propres aux divers groupes humains dans l'espoir de leur rendre leur liberté de pensée, d'expression et d'action et d'élever leur niveau de vie.

D'ailleurs, ne se trompèrent sur le sens profond de la pacification que ceux qui le voulaient ainsi ; ce ne fut pas le cas de nos adversaires qui, devant l'ampleur des résultats obtenus, décidèrent très vite qu'il fallait par tous les moyens y faire obstacle. Ce ne fut pas le cas non plus de nombreux observateurs étrangers, tels M. Als, ambassadeur du Luxembourg à Paris, qui devait déclarer, au retour d'un voyage effectué en Algérie : « Ce n'est pas une guerre de type colonial, mais une véritable pacification entreprise avec une très grande clairvoyance et une abnégation de tous les cadres servant en Algérie. On retrouve l'œuvre française créatrice de civilisation. » H

Général Jacques ALLARD

Le cas de conscience d'un maire désespéré

Monsieur le préfet, mon colonel, messieurs les journalistes,

C'est avec une joie mélangée d'inquiétude que nous voyons les représentants de la presse venir visiter notre pays, car, messieurs, qu'en direz-vous? Lorsque vous serez revenus chez vous, qu'en direz-vous, puisque aucun Kabyle de bonne race ne vous aura ouvert son cœur totalement.

Presque à la même vitesse que celle des avions de votre pays lointain, vous passez, vous jetez un regard sur nous, puis vous repartez et, quelques heures après, sur l'aérodrome de New York, de Washington, de Londres, Tokyo ou Paris, vous êtes accueillis par notre adversaire, le représentant du F.L.N. Et cette figure aura tôt fait de vous faire oublier les visages de tous ces hommes, de tous ces Kabyles, qui sont autour de vous aujourd'hui, à cette heure, et qui combattent pour la véritable liberté, c'est-à-dire la liberté de vivre sans risquer d'être assassiné, c'est-à-dire la liberté de vivre sans préjugés.

Cette petite école que vous voyez, qui vous reçoit, vous paraît bien vieille. En effet, messieurs, elle a cinquante ans à peu près et déjà le pays kabyle parle d'elle. C'est sur ses bancs que de petits Français, dont l'un est devenu aujourd'hui préfet d'un grand département de France, j'ai nommé M. Thomassin, ont été élevés aux côtés de petits Kabyles comme moi. C'est sur les bancs de cette école, où il travaillait d'ailleurs mal, que Ouamrane, le chef rebelle, a appris le peu de choses qu'il sait. Oui, messieurs, Ouamrane assis à côté d'un Thomassin, cela n'est-il pas l'image de la fraternité et de l'égalité que la France a amenées dans ce pays? Cela, les chefs rebelles ne vous le diront pas dans les couloirs de l'O.N.U. Mais ce que nous vous disons, nous, solennellement, devant tous les hommes qui sont ici et qui ont pris les armes, c'est que si, demain, la France était obligée de quitter ce pays, nous, ses enfants d'Algérie, Français comme les Bretons, les Provençaux ou les Alsaciens, nous serions obligés de passer au maquis et c'est nous qui ferions les fellaghas. Regardez les hommes qui sont ici, tous ont des armes, tous se battent, c'est eux qui, demain, seront les adversaires d'un régime que vous aurez peut-être aidé à mettre en place, en ne comprenant pas notre problème.

Messieurs, c'est la première fois que j'ouvre mon cœur de Kabyle à des étrangers. Notre peuple est un vieux peuple qui a deux mille ans d'existence, qui a été asservi pendant dix siècles par les envahisseurs venus d'Égypte, et aujourd'hui l'invasion recommence grâce à Nasser et aux traîtres de Tunis et du Caire. Nous mourrons peut-être dans nos montagnes, mais nous mourrons libres et français.

Oudinot



TUERIE A MELOUZA : RÈGLEMENT DE COMPTES

La tragédie de Melouza ▶ est consommée. Les survivants enterrent leurs morts. Il y en a 301. Et 150 blessés. Le F.L.N. a frappé impitoyablement, et vite. Tuerie qui a duré une demi-heure.

MELOUZA n'aura été qu'un maillon de cette chaîne de terreur, une terreur qui n'épargnait personne, puisque les victimes du massacre dépendaient d'un mouvement nationaliste – le M.N.A.

Les victimes se réclamaient de Messali Hadj, l'homme qui avait porté le nationalisme algérien sur les fonts baptismaux, le patriarche dont l'histoire se confond avec celle du mouvement, alors que Ferhat Abbas, qui deviendra le chef du gouvernement provisoire de la République algérienne, suivra la voie inverse.

Insinuer que Messali était un agent de la police française sous prétexte qu'arrêté, il était souvent relâché, c'était oublier que l'administration témoignait la même indulgence à l'égard de tous les chefs séparatistes, que ceux-ci, appréhendés, passaient aisément des aveux et que, par exemple, certains ont prétendu que Ben Bella était un ancien agent de la Sécurité militaire et Yacef Saadi, un indicateur de police.

En 1947, Messali Hadj avait rompu son union avec l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas et avec le P.C.A. de Léon Feix, qu'il jugeait trop timorés. Au sein du M.T.L.D., parti officiellement reconnu, il avait créé l'Organisation spéciale, branche clandestine du mouvement chargée de l'action armée.

C'est seulement en juillet 1954 que les « jeunes Turcs » de l'O.S. rejetèrent Messali Hadj, et ce, à l'instigation du 2[e] bureau égyptien, qui le soupçonnait d'être un agent communiste. Les Égyptiens incarcéreront – et pendant longtemps – l'adjoint de Messali, l'ancien député Mezerna, venu au Caire proposer un front uni au F.L.N. L'Égypte tenait à conserver la haute main sur la rébellion algérienne.

Malgré la rupture, l'influence des messalistes restait grande en 1957, aussi bien en Algérie que dans les milieux prolétariens musulmans de métropole, suscitant entre F.L.N. et M.N.A. une lutte sanglante et inexpiable.

C'est dans ce cadre de l'élimination d'un mouvement rival que se situera le massacre de Melouza.

L'affaire provoquera une émotion mondiale. Pendant quelques jours, le F.L.N., dans l'opinion internationale, perdra visage humain, puis on oubliera.

C'est au début de l'année 1956 que, près de Bougie, dans la vallée de la Soummam, à Oued-Amizour, Amirouche avait fait exécuter plus de 1 000 personnes : hommes, femmes, enfants, sous prétexte que le douar avait accepté de fournir quelques harkis à l'ex-sénateur Ourabah.

On prétendra que le « congrès de la Soummam », qui devait, quelque

Reveillère







temps plus tard, le 20 août, réunir les chefs de la rébellion intérieure, avait désavoué le massacre d'Oued-Amizour et prescrit d'épargner les femmes et les enfants.

Les porte-parole de la conscience universelle se féliciteront de ce témoignage d'humanité. Aucune consigne de cette nature ne figure cependant au procès-verbal du congrès.

D'ailleurs, le 28 mai 1957, le massacre de Melouza allait dissiper les illusions.

Voici, rapportées par Abdallah, le secrétaire du capitaine Arab, les circonstances de l'affaire de Melouza dont fut chargée sa compagnie par ordre de Mohammedi Saïd, dit Si Nasser, le commandant de la wilaya 3, ordre transmis par Aït Hamouda, dit Amirouche.

Général JACQUIN



◀ **Un paysage pelé, rongé de soleil, en Kabylie. Comme celui du massacre. Melouza est située dans un coin perdu de la région des Portes-de-Fer, entre la chaîne des Bibans et le massif du Hodna. La population y est très diluée, ce qui explique que la mort ait pu frapper sans que l'alerte soit donnée. A Ouled-Taïr, éloigné de Melouza de quelque 20 km, était installée la S.A.S. du capitaine Combette. C'est lui qui appela l'armée.**

C'EST ainsi que je me trouvai incorporé à la compagnie du capitaine Arab.

Arab était un Kabyle grand, osseux, le visage coupé d'une large moustache noire. Il portait une tenue bariolée de parachutiste et, nuit et jour, en permanence, un passe-montagne de couleur indéfinissable et, pour tout dire, assez crasseux. Il prétendait avoir exercé en France le métier de chauffeur de taxi, puis de marchand ambulant, où il avait acquis une connaissance assez rudimentaire du français, un goût presque arabe pour la nomadisation, l'art d'enjoliver les choses et l'habitude des liaisons clandestines. C'était un ancien messaliste.

Depuis le « congrès de la Soummam » en 1956, auquel il avait participé comme la plupart des chefs kabyles, Arab commandait la compagnie tenant la zone sud de la wilaya 3 : une importante zone de passage, à cheval sur la Petite et sur la Grande Kabylie, commandant les itinéraires de liaison entre les wilayas 1, 2, 3 et 6.

« Ton premier travail, me dit Arab en me tendant d'un air dégoûté un calepin noir passablement fatigué, sera de tenir le contrôle de la compagnie.

» Tu mettras aussi à jour le journal de marche, Si Nasser l'exige. Si ça continue, on fera plus de papiers que dans l'armée française. »

Et, regardant mes pieds, il ajouta : « Tu seras secrétaire, tu ne sembles pas bon à autre chose. »

Quel était l'effectif de la compagnie? Le carnet comportait 180 noms en face desquels étaient notés, pour chacun d'entre eux, le douar d'origine, la situation familiale et l'armement attribué. La compagnie était rarement réunie.

Autour d'Arab, nous étions une vingtaine d'hommes constituant son P.C. Areski, ancien secrétaire de l'U.G.T.A. de Michelet, remplissait les fonctions d'adjoint politique.

Le talent d'Areski

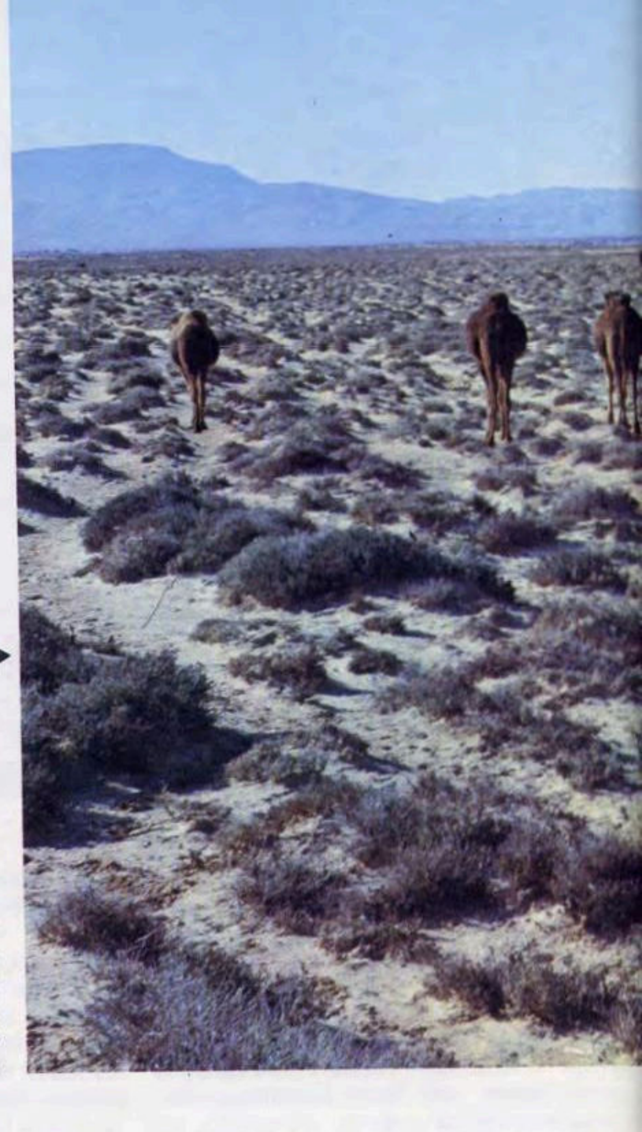
Tous les soirs où Arab le prescrivait, Areski nous rassemblait. Les hommes du douar où nous cantonnions assistaient aussi à la réunion, jamais les femmes. Le scénario était immuable. Tout d'abord on entonnait une de ces chansons martiales qui venaient du Caire. « Depuis Suez, disait Khaled, l'opérateur radio, ça nous réconforte ! » Les Kabyles, dont peu savaient l'arabe, se contentaient de fredonner. Puis Areski relatait un des crimes attribués aux Français : paysans arrêtés, femmes violées, résistants assassinés... Les yeux flamboyants, le geste éloquent, il avait un réel talent de conteur et beaucoup d'ima- ▶

"jusqu'au sinistre 28 mai, il ne se passa pas grand chose à notre P.C."



Gaildraud

◀ **Tout paraissait calme dans la région... « Dans la matinée du 30 mai, le capitaine Combette, en liaison avec un avion de surveillance, se souvient qu'il n'est pas allé à Melouza depuis quelques jours. Il fait demander au pilote de jeter au passage un œil sur le « carré 29 » : Melouza... »**



« ... En fin de matinée ▶ le pilote prévient Combette : des gourbis brûlent et il y a des cadavres devant les portes. Aussitôt, Combette prévient les spahis de M'Sila. Des éléments du 8ᵉ spahis arrivent à Mechta-Kouir, une des mechtas qui composent la fraction de Melouza. Là des femmes hurlent à la mort... »

gination, affirmait Khaled. Il parlait kabyle et, comme tous les Arabes, j'avais peine à le suivre. Khaled racontait ensuite ce qu'il avait entendu sur les ondes des radios du Caire, de Tunis et de Rabat... ou quelquefois, tout simplement, les informations diffusées par Radio-Alger. Areski transformait alors les attentats en glorieux combats, les victimes en lâches colonialistes, les frères arrêtés ou tués en glorieux martyrs !

Venait ensuite un couplet sur les habitants qui refusaient d'aider le Front. Des fils de chiens, des fils de porcs ! A ceux qui collaboraient avec les Français, Areski appliquait des épithètes surprenantes — chiens courants du colonialisme, bourgeois nantis, vipères lubriques — auxquelles les *djounoud* ne comprenaient pas grand-chose, sinon qu'il fallait les égorger.

De mon arrivée à ce sinistre 28 mai, il n'y eut aucun engagement. Areski commentait donc les combats passés. En dernier recours, la corvée de ravitaillement était prétexte à exalter le patriotisme des auditeurs.

Pour terminer, on buvait le thé des paysans et on chantait ou fredonnait en chœur un de ces « airs de liberté qui sortent de nos forêts ».

« Une vraie réunion d'anciens combattants, disait Khaled, qui, lui, fredonnait *Quand un turco rencontre une Espagnole... il la cajole*, le chant des partisans arabes, affirmait-il, affrontant le regard furieux d'Areski. C'était pour Khaled une satisfaction toute personnelle, très peu d'hommes comprenant le français.

L'esclave kabyle de Khaled...

Khaled, l'opérateur radio, venait de l'armée française. En permission à Bordj-Bou-Arreridj, son pays natal, deux « frères » lui avaient demandé de rejoindre l'Armée de libération. Comme Khaled hésitait, le soir même son père et sa mère disparurent. Le lendemain, les « frères » lui apprirent que ses parents avaient rejoint le maquis dans les Bibans et qu'ils le réclamaient, sinon... Khaled avait compris. Depuis, il manipulait un poste 696, un vieux poste français acheté en Tunisie.

« Je suis à la fois, prétendait-il, le rédacteur, le chiffreur et l'opérateur radio ! Je suis l'homme indispensable... pour l'instant ! Heureusement, sinon... » Il concluait son propos par un geste significatif du doigt, allant de l'oreille gauche à l'oreille droite en passant sous la gorge.

Le franc-parler de Khaled me déroutait, mais on avait effectivement besoin de lui. Chaque soir, il chiffrait et expédiait des messages rendant compte des activités de la compagnie et qui, tous, se terminaient par une véhémente demande d'armes, de munitions, de médicaments et d'argent. Enfin, Khaled avait un esclave, un *djoundi* kabyle, qui, six heures par jour, tournait à en perdre haleine, sous son regard narquois, la manivelle de la génératrice du poste radio.

L'infirmier de la compagnie, Brahim, ancien infirmier de l'hôpital de Bordj-Bou-Arreridj, avait rejoint le Front de la

M. Teboul

même manière que Khaled. Il avait été enlevé un soir et mis à la disposition du médecin chef de la wilaya, un ancien praticien de Bordj-Bou-Arreridj, marié à une Française originaire de Grenoble. Brahim affichait malgré tout pour le Front un enthousiasme qui ne semblait tromper personne, surtout pas le capitaine Arab, qui le prenait pour un pleutre.

Khaled, Brahim et moi-même étions les seuls Arabes du P.C. de la compagnie. Ils comprenaient et parlaient un peu le kabyle, moi pas du tout. Aucun de nous trois n'était armé. Les *djounoud* m'adoptaient mal. Ils se moquaient de mes... pieds. Seul, le capitaine Arab ne me brocardait pas.

Le P.C. comptait aussi un adjoint liaison-renseignement, un Kabyle, dit Mansour, car il était originaire de Mansourah-des-Bibans ; petit homme maigre, l'air chafouin, qu'on voyait peu, il ne fréquentait personne sauf le capitaine, avec lequel il tenait de longues conversations au retour de ses nombreuses absences.

Les autres *djounoud* du P.C., tous Kabyles, jouaient le rôle de gardes du corps de nos chefs, les accompagnaient dans leurs déplacements, servaient de guetteurs ou encore assuraient notre ravitaillement.

Des dix sections de la compagnie, jusqu'au 28 mai, je n'en vis jamais que deux réunies en même temps au P.C.

Elles étaient à peu près exclusivement composées de Kabyles, jeunes souvent, analphabètes pour la plupart ; des hommes farouches, sauvages même et capables, comme je le verrai plus tard, de la plus bestiale cruauté.

Pourquoi avaient-ils rejoint le Front ?

La menace du « sourire kabyle »

Dès 1954, les propagandistes avaient parcouru la montagne jusque dans les villages les plus reculés, racontant que les Français voulaient, par la force, convertir les musulmans au christianisme. Les Français détruiraient les koubas, supprimeraient les djemaas. Cela avait suffi à rallier certains montagnards. D'autres avaient été impressionnés par l'étalage des armes dont disposait le Front et par l'inaction des Français. D'autres enfin, les plus nombreux selon Khaled – mais Khaled n'avait pas très bon esprit –, avaient rejoint le Front sous la menace d'être

(Suite page 1036)

Reveillère



« Ce sont les ▶ survivantes d'un massacre dont on trouve peu d'exemples dans l'histoire de la guerre d'Algérie. Trois cent un hommes, soit toute la population mâle du douar des Beni-Illemane (autre douar composant la fraction de Melouza) au-dessus de quinze ans, ont été tués, puis achevés à coups de hache et de couteau. Une des mechtas du douar est Mechta-Kasbah... »



LAGHOUAT.
Près de ce chef-lieu du territoire militaire dit de Ghardaïa, cet étrange tableau, qui rappelle les fresques rupestres, découvertes dans les grottes de Tassili des Ajjer, au Hoggar.

Brezanec




Associated Press

◀ L'affaire de Melouza bouleversa la communauté musulmane. Près de 200 ouvriers de Nanterre, originaires des mechtas touchées, demandent alors à rejoindre l'armée française. Ils sont transportés en avion jusqu'à Alger et incorporés.

(Suite de la page 1033)

égorgés ainsi que leurs familles. Quelques mutilations, à titre d'exemple, suffisaient à décider les plus réticents.

Areski entretenait leur fanatisme en leur promettant qu'à l'appel à la *djihad* (1), tous les peuples musulmans déferleraient sur l'Afrique du Nord, pour aider le Front à chasser les Français; on se partagerait ensuite les biens et les femmes de ceux-ci.

Et puis surtout, maintenant, les hommes avaient des fusils.

A dire vrai, l'armement de la compagnie restait encore assez hétéroclite. Malgré les nombreuses réclamations d'Arab, Tunis n'avait envoyé qu'une cinquantaine de mausers. Quelques fusils italiens Stati et des fusils de chasse complétaient l'armement. Seul, le capitaine détenait un pistolet mitrailleur français, un MAT, qui ne le quittait jamais.

La compagnie stationnait dans le sud de la Kabylie dans une zone englobant le Djurdjura, les Bibans et l'ouest du Hodna, où convergeaient les liaisons entre les wilayas 1 (Aurès), 6 (hauts plateaux du Sud algérois), 2 (Nord constantinois) et 3 (Kabylie). Cette zone était sillonnée par les agents de liaison, par les propagandistes et par quelques convois d'armes. Tout le monde, en passant, m'apprit que Khaled en profitait pour percevoir l'impôt, pour exiger des vivres et même des femmes. Les montagnards arabes étaient excédés par ces contributions, d'autant que les passagers étaient le plus souvent des Kabyles.

Le prestige du Front s'était dégradé depuis le début de l'année et son influence était battue en brèche par les messalistes. Ceux-ci s'efforçaient de noyauter la wilaya 6. Bellounis, leur chef, avait pris contact avec plusieurs douars, qui se proposaient de rallier le M.N.A.

« Jusqu'au début de l'année, disait Khaled, nous franchissions le Djurdjura du nord au sud, passions la Soummam pour patrouiller dans les Bibans et le Hodna. Nous nous déplacions par sections, toujours de nuit; le jour, nous demeurions dans les villages les plus élevés, les plus isolés, là où les troupes françaises ne venaient jamais. »

Depuis mon arrivée au maquis, Areski, dans les réunions du soir, insistait beaucoup sur le traitement réservé aux traîtres, aux régionalistes, aux messalistes.

« Depuis février, ajouta Khaled, nous restons dans les Bibans ou dans le Hodna, nous déplaçant souvent. Les Français sont plus actifs ici que dans le Djurdjura. Les *moussbilin* qui passent dans la région ont des ennuis sérieux avec les habitants. Le sergent Si Hocine et son secrétaire ont été tués à coups de hachette par les Beni-Illemane. »

Le colonel Mohammedi Saïd, le successeur de Krim Belkacem au commandement de la wilaya, ne décolérait pas. « Il faut mettre ces chiens à la raison », ordonna-t-il à Arab.

Hadj Thami et un *moussbel* de M'Sila, Si Kaci, qui réclamaient des cotisations pour le Front, avaient été assassinés par la population.

Plusieurs cadres envoyés en mission en wilaya 6 tombèrent dans des embuscades dressées par les Français. Areski persuada aisément les *djounoud* qu'ils avaient été trahis par les habitants.

La fureur de Mohammedi Saïd atteignit son comble lorsqu'une katiba de passage dans le douar des Beni-Illemane fut attaquée par les messalistes et perdit 16 hommes.

Mohammedi Saïd avait servi au bataillon arabe formé par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale. En 1943, parachuté sur les hauts plateaux avec deux agents allemands, il avait été arrêté et condamné à mort. Gracié, puis assez vite libéré, il avait rejoint l'Organisation spéciale. De son séjour dans l'armée allemande, Mohammedi Saïd, qui se faisait appeler Si Nasser, avait conservé l'habitude de crier, et un casque qu'il arborait fièrement.

Si Ahmed, un commissaire politique, Si Seghir, son adjoint, et deux hommes d'escorte furent encore assassinés. Si Rabah, un chef de section, venu faire entendre raison à la population, fut désarmé et renvoyé au maquis, la moustache rasée.

Nacerdine, un *djoundi* originaire de la région, proposa d'écrire aux habitants pour les éclairer. Les gens des douars refusèrent d'entendre ses deux messagers et les exécutèrent. Deux sergents, Si Mezziane et Si Maklouf, devaient être eux aussi tués par la population.

Si Abdelkader, responsable du secteur, se rendit à Mechta-Kasbah – un douar des Beni-Illemane. Il y fut accueilli à coups de fusil et dut se replier.

Le signal du massacre

C'est alors que Mohammedi Saïd donna à Arab l'ordre d' « exterminer cette vermine ».

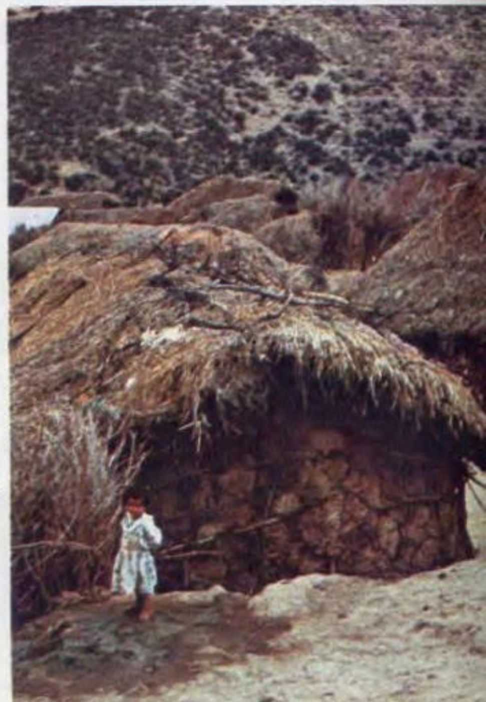
L'ordre fut apporté par Si Abderrahmane Oumira.

Arab rassembla ses sections. C'était la première fois que je les voyais réunies.

Le 28 mai, à 2 heures du matin, deux sections, commandées par Abdelkader Sahnoun, encerclèrent Mechta-Kasbah, hameau situé à une dizaine de kilomètres de Melouza, où vivaient 700 à 800 personnes.

Les autres sections, conduites par Hocine, Tahar Messaoud, Si Rabah et Boudiaf, pénétrèrent dans les mechtas. Les messalistes, surpris, ne tirèrent que quelques coups de feu.

Arab avait donné l'ordre d'abattre toute la population, mâle ou femelle,



Quand on arriva à Mechta-Kasbah, le crime était consommé. Dans le village désert, il y avait du sang partout. Les survivants avaient fui, après avoir enterré les suppliciés. Le sentier de crête qui conduit aux maisons était bordé de sépultures fraîches. ▶

(1) Guerre sainte.



Les veuves de Mechta-Kasbah, à l'heure où les spahis, alertés par le capitaine Combette, les ont découvertes. Elles s'étaient réfugiées à Mechta-Kouir. Elles hurlaient aux Français de ne pas partir, craignant un retour des tueurs...

de plus de seize ans. Dans la nuit, à coups de crosse, les *djounoud* firent sortir les habitants des maisons. Il faisait nuit, le tri était difficile ; beaucoup de femmes s'échappèrent profitant de l'obscurité. Les hommes injuriaient les « frères ».

Hommes et femmes furent parqués dans quelques maisons pendant que les *moussbilin* pillaient leurs demeures.

Vers 14 heures, 315 hommes étaient rassemblés au petit hameau de Mechta-Kasbah – une dizaine de maisons – où Bellounis, le chef des messalistes, avait jadis installé son P.C.



C'est alors qu'Arab donna le signal du massacre.

Personnellement, avec Khaled et Brahim, j'étais resté à Krabcha, au P.C. installé la veille au soir.

C'est là qu'à la nuit tombée les *djounoud* revinrent ; ils étaient couverts de sang.

« Il ne manque personne, dit Arab, tout a été terminé en une demi-heure. »

Seul Khaled eut le courage de demander ce qui s'était passé. Il ne reçut que des regards hostiles. Les hommes restaient étrangement muets.

Le soir, rassemblés autour du poste de Khaled, nous apprîmes que, sur 700 habitants du douar, 301 avaient été tués et 150 blessés.

Les hommes avaient été abattus à coups de fusil, ou égorgés, ou encore massacrés à coups de pioche.

Nous nous regardâmes, atterrés.

« C'est vrai, dit d'une voix blanche Areski, le commissaire politique, il y avait du sang partout. »

C'est le seul combat auquel j'assistai pendant mon séjour au maquis commandé par le capitaine Arab. **H**

Témoignage recueilli par le général JACQUIN (C.R.)

Les circonstances du massacre de Melouza

C'est en 1956 que le douar de Melouza, au nord de M'Sila, passa au F.L.N. Cette adhésion en bloc avait été provoquée par une opération de représailles menée par l'armée française. A la suite de la mort d'un capitaine de la 7ᵉ D.M.R., abattu au cours d'une embuscade, un lieutenant-colonel de la même division avait appliqué une méthode qu'il perfectionnera plus tard à l'Arba. Il fit fusiller quelques suspects arrêtés à la suite de cette affaire, puis disposa leurs cadavres sur le toit d'un véhicule auquel il fit parcourir les routes et pistes praticables de la région.

Cette méthode, qui substituait la terreur française à la terreur F.L.N., n'avait eu d'autre résultat que de faire passer en bloc la population de Melouza du côté du F.L.N. dès que les forces françaises eurent quitté les lieux !

A partir de Melouza, le F.L.N. tenta de gagner à sa cause l'importante population des Beni-Illemane contrôlée jusque-là par le M.N.A. de Bellounis. Or un certain Si Dahfoul (1), originaire du douar, menait avec le capitaine Combette, patron du sous-quartier des Ouled-Ali, des négociations qui devaient amener les troupes du « général » Bellounis à combattre aux côtés de l'armée française. Son ralliement apporta à la population des Beni-Illemane l'assurance du soutien français. Le F.L.N. ne subit dès lors que des échecs dans cette région où il avait réussi à implanter une assemblée et des refuges. Successivement, un officier de l'A.L.N. et plusieurs sous-officiers furent dénoncés aux forces de l'ordre. Trois agents de liaison furent abattus. Un sergent A.L.N. et son secrétaire furent massacrés à coups de hachette. Le responsable F.L.N. de Melouza, Si Abdelkader, à la tête de deux sections, décida d'une action de représailles contre les Beni-Illemane. La population mâle, « aidée des femmes et des enfants », riposta si violemment que Si Abdelkader dut se replier !

La situation devenait critique pour le F.L.N. Mohammedi Saïd, chef de la wilaya kabyle, avait senti au passage de Krim Belkacem qui fuyait Alger pour gagner la Tunisie, que le C.C.E. était mécontent du peu d'activité qu'il déployait ; il résolut de ne pas se laisser « souffler » sa place par Amirouche et de se distinguer par un « coup dont on parlerait ». Il ordonna au capitaine Arab, responsable de la région sud de la wilaya 3, d'encercler le village des Beni-Illemane, de mesurer les réactions de la population et, en cas de riposte, d'en abattre les habitants.

A l'aube du 28 mai 1957, Arab, ancien chauffeur de taxi parisien d'une cinquantaine d'années, se met en route à la tête de près de 400 hommes armés de P.M., F.M. et fusils de chasse et de guerre. A 8 heures, Abdelkader Sahnoun, à qui Arab a donné l'ordre d'abattre tous les hommes des Beni-Illemane, encercle le village. A midi, la résistance bellouniste cesse, faute de munitions. Les djounoud *font sortir les 301 hommes du village et, à coups de crosse, au milieu des gémissements des femmes et des enfants, les font avancer vers Mechta-Kasbah, petit hameau situé au-dessus du village. C'est à 14 heures, dans les ruelles de cette petite mechta aux maisons basses faites de pierres entassées, que commence le massacre. Au fusil, au couteau, à coups de pioche, les hommes de Sahnoun taillent en pièces leurs prisonniers. Ceux qui tentent de s'échapper sont abattus d'une rafale de mitraillette. En une demi-heure, tout est fini. Les ordres de Mohammedi Saïd ont été exécutés. Tel est désormais le sort réservé par le F.L.N. à ceux qui seraient tentés de rejoindre les rangs de Bellounis ou de l'armée française.*

Apprenant le massacre – et surtout l'exploitation psychologique intense qu'en faisaient les services de Robert Lacoste –, les membres du C.C.E. et leur bureau de presse mesurèrent l'étendue de l'erreur. L'affaire de Melouza, l'horreur du crime commis par les hommes de Mohammedi Saïd faisait la « une » des journaux du monde occidental. La théorie officielle française – seul le ralliement de ces populations à la France est la cause du massacre – trouvait écho.

Les services d'information F.L.N. tentèrent d'accréditer la version d'un massacre commis par l'armée française, mais n'insistèrent pas. Le mensonge était trop évident. Ils firent le silence sur Melouza. La « bataille d'Alger » leur donnait suffisamment d'éléments pour mettre en accusation les parachutistes et les autorités françaises. Dans cette guerre subversive, les atrocités de chaque camp permettaient à la propagande d'y trouver ample pâture...

Yves COURRIÈRE

(1) Pseudonyme, car l'homme et sa famille vivent encore en Algérie.

MAI 1957: MOLLET : L

Le 21 mai 1957, le gouvernement Guy Mollet est renversé. La crise qui s'ouvre sera longue et pénible.

JANVIER 1957. Le gouvernement Guy Mollet célèbre son premier anniversaire, un record de longévité pour la IVe République! Mais il y a toute chance pour que cet anniversaire soit le dernier.

L'Algérie constitue toujours le souci principal. Certes, l'équipe Guy Mollet se flatte d'un bilan favorable. Avec la mise en place du « quadrillage », la pacification semble en bonne voie. L'établissement de barrages aux frontières limite le passage des bandes et le trafic d'armes. Aucune région ne semble plus contrôlée par les forces de l'A.L.N. D'autre part, la réforme administrative, qui doit permettre de dégager les futurs cadres d'une Algérie nouvelle, est largement amorcée. Depuis juin 1956, les communes mixtes cèdent la place à des communes de plein exercice. Des délégations spéciales provisoires, laissant une large place aux musulmans, remplacent les conseils municipaux et généraux dont la dissolution a été prononcée le 25 décembre 1956.

Cependant, ce tableau flatteur ne peut faire oublier les zones d'ombre. Guy Mollet est le premier à reconnaître l'échec des négociations avec les chefs du F.L.N. « Malgré des contacts répétés, le cessez-le-feu n'est pas intervenu parce qu'il a été délibérément refusé. Les soi-disant chefs de la rébellion ont, en effet, subordonné et continuent à subordonner le cessez-le-feu à l'acceptation de leurs revendications extrêmes. » Quant à l'affaire de Suez, elle s'est soldée par un fiasco total, désastreux pour le prestige de la France dans tout l'Islam.

D'autre part, les lourdes pertes enregistrées par les bandes rebelles traduisent, en fait, l'augmentation du potentiel de l'A.L.N., estimé à 30 000 combattants bien armés à la fin de 1956. La rébellion dispose, au Maroc et en Tunisie, d'une aide ouverte et le passage d'armes, malgré les barrages, atteint le rythme de 1 500 par mois. Le terrorisme, croissant dans les grandes villes, à Alger en particulier, immobilise une division de parachutistes.

Sur le plan politique, la situation reste préoccupante. Les musulmans se confinent dans l'expectative. Aucun dégel n'apparaît. La dissolution des municipalités et des conseils généraux, l'absence d'élections en 1956 comportent un inconvénient majeur. A l'exception des sénateurs, le gouvernement ne dispose plus d'interlocuteurs en Algérie. Les courroies de transmission ont disparu. Les pieds-noirs ne s'expriment plus que par l'intermédiaire d'une foule d'associations généralement extrémistes. Enfin, l'assassinat d'Amédée Froger, le 28 décembre 1956, a révélé l'ampleur du climat passionnel qui règne en Algérie et le fossé qui sépare désormais les deux communautés.

Équilibre impossible

En attendant, le gouvernement éprouve le besoin de définir, une fois de plus, les grandes lignes de sa politique. Sa « déclaration d'intention » du 3 janvier 1957 confirme le triptyque présenté au mois de novembre précédent : cessez-le-feu, élections, négociation. Le cessez-le-feu constitue toujours le « préalable » à des élections au collège unique qui permettront de dégager les interlocuteurs valables avec lesquels le gouvernement discutera des modalités du futur statut de l'Algérie. Celui-ci sera « négocié » et non « octroyé ». Il devra naturellement respecter « les principes qui président à la gestion quotidienne des affaires algériennes et qui guideront le gouvernement français dans l'organisation définitive de l'Algérie : assurer la stricte égalité des droits de tous les habitants et la coexistence des collectivités dans le respect de leurs droits légitimes, dégager la personnalité de l'Algérie en maintenant les liens nécessaires entre l'Algérie et la France métropolitaine ».

Cependant, pour répondre à l'impatience de l'opinion et des partis politiques, et dans l'espoir de relancer sa politique, le gouvernement Guy Mollet est amené à lever une partie du voile qui recouvre le futur statut et à en définir certaines orientations : « Les territoires et les communes qui constitueront l'Algérie devront être délimités d'une manière qui tienne le plus large compte des réalités ethniques. Les territoires seront gérés par des assemblées et des pouvoirs locaux élus. A l'intérieur du territoire, la commune, cadre élémentaire de la vie publique, sera également gérée par des organismes élus qui recevront des pouvoirs effectifs.

» De même que, sur les plans communal et territorial, les institutions à prévoir comporteront des assemblées délibérantes et les organismes exécutifs correspondants, de même sur le plan de l'Algérie seront créées des institutions internes disposant des pouvoirs législatifs et exécutifs nécessaires.

» Les attributions des pouvoirs publics français auxquels l'Algérie participera d'ailleurs par ses représentants élus seront limitées à ce qui concerne la souveraineté nationale et les intérêts vitaux de la République française. Ce que la France entend conserver à l'égard de l'Algérie et de ses collectivités, c'est essentiellement un pouvoir d'arbitrage... »



Pris entre les ▶ impératifs d'une guerre et les objectifs socialistes, Mollet et Lacoste ont tenté de concilier les uns et les autres et de louvoyer, pour aboutir à une solution. Menant de front la « bataille d'Alger », les tentatives secrètes de contact avec l'adversaire et la mise en application du plan de réformes. Aux frontières, notamment à la frontière algéro-tunisienne *(photo)*, le barrage électrifié, encore à l'état embryonnaire, va devenir la « ligne Morice ».

CHUTE !



R. Bail

La frontière va se couvrir de réseaux de barbelés, de plus en plus redoutables pour les bandes rebelles qui tentent de les franchir. Au point qu'en 1958 il faudra parler d'une véritable bataille du barrage. Mais en 1957 encore, des bandes et des armes arrivent à passer.

Ainsi, l'Algérie pourra devenir « la clé de voûte du vaste ensemble franco-africain d'un type nouveau » qui associera la Tunisie et le Maroc à la mise en valeur du Sahara.

Ces grandioses perspectives ne suscitent qu'un intérêt mitigé. Mais, surtout, la « déclaration d'intention » recèle une contradiction de taille. Ces révélations sont-elles compatibles avec la négociation promise? En Algérie, la réaction des élus musulmans est unanime : le futur statut est déjà défini « unilatéralement »! En outre, ils ne cachent pas leur scepticisme devant la promesse d'élections au scrutin unique. Enfin, dans les milieux européens, à l'exception d'une toute petite fraction de libéraux, la condamnation est sans appel. Pour *l'Écho d'Alger*, « une telle organisation mènerait progressivement et rapidement la communauté européenne . l'expulsion ». La condamnation est également générale dans l'armée et l'on y voit une première étape vers « l'abandon ». Le 3 mars, le général Salan adresse à Lacoste un avertissement : « J'estime pour ma part que toute attitude susceptible de mettre en doute notre résolution d'obtenir le rétablissement de l'ordre avant de promouvoir un ordre nouveau serait à la fois prématurée et extrêmement dangereuse. Le moment est proche où il se précisera que les sacrifices consentis ne l'ont pas été en vain. Je considère de mon devoir de vous dire que j'en suis convaincu. »

Marbot



En métropole même, les réactions sont mitigées. Certains se demandent si le projet n'est pas en retard sur une évolution chaque jour plus rapide. Les indépendants, les paysans, les républicains sociaux et une partie des radicaux s'inquiètent du suffrage unique et marquent leur opposition à un exécutif algérien qui ne pourrait conduire qu'à la sécession.

Le succès empoisonné de la « bataille d'Alger »

En fait, le gouvernement ne réussit plus à convaincre ni à satisfaire les impatiences. Son audience, dès lors, ne cessera de diminuer. Pourtant, dans les premières semaines de 1957, il peut se targuer d'un certain nombre de résultats. A l'O.N.U., le débat sur l'affaire algérienne se solde, en fin de compte, par un succès français. A Alger, la grève du 28 janvier constitue un échec pour le F.L.N., et les paras de Massu entreprennent le démantèlement de l'organisation terroriste. Dans le bled, l'armée porte des coups sévères aux bandes rebelles. De retour d'un voyage d'inspection, le ministre de la Défense, Bourgès-Maunoury, présente un bilan favorable. Le trafic d'armes par les frontières est en voie de diminution rapide.

Mais le drame algérien est véritablement à rebondissements imprévisibles, déconcertants. A peine une question paraît-elle réglée qu'une autre surgit. Le succès même de la « bataille d'Alger » suscite en France des commentaires passionnés. Toute une campagne de presse s'organise autour des atteintes à la légalité et dénonce l'emploi systématique de la torture par l'armée. Nombre de personnalités avouent leur désarroi devant les méthodes employées, leur trouble de conscience. A l'annonce du « suicide » de Me Ali Boumendjel, le professeur de droit René Capitant suspend son cours. L'émotion gagne même certains membres du gouvernement. Pineau, Defferre, Mitterrand, Billères défendent le général de La Bollardière. Finalement, pour tenter d'apaiser les passions, Guy Mollet acceptera, le 5 avril, la création d'une Commission de sauvegarde.

Ainsi, une nouvelle forme de malaise s'installe dans l'opinion métropolitaine et contribue à saper le moral de l'armée dont l'affaire rocambolesque du complot du général Faure n'est pas le symptôme le moins grave. A l'issue d'une conférence au Gouvernement général, Salan adresse un nouvel avertissement. « La victoire, déclare-t-il, suppose une confiance totale du gouvernement envers l'armée, et no-

Guy Mollet a échoué ! Qui réussira dans l'imbroglio algérien ?

tamment envers les troupes d'Algérie. Une campagne systématique de dénigrement de notre action tend actuellement à jeter le doute dans l'esprit des cadres et à démoraliser l'armée. Il importe d'y mettre fin. Il ne saurait être question d'enquêter sur le travail des cadres et de la troupe en dehors des voies classiques, et la seule évocation de commissions d'enquête risque d'avoir en Algérie des résultats désastreux, tant sur le plan de la continuité de notre action que sur le moral. Il ne peut être question non plus de dissocier, dans l'esprit de l'opinion, certaines unités des autres troupes. La cohésion de l'armée doit rester absolue. »

En attendant, le 20 et le 21 mars, le chef du gouvernement doit défendre, une fois de plus, sa politique algérienne au cours d'un grand débat parlementaire. L'atmosphère est particulièrement lourde. Bidault ouvre le feu et en profite pour faire se rentrée à la tribune avec éclat. Il s'indigne de l'intolérable « procès de tendance » fait à la France en Algérie. « Les accusations contre l'armée et l'administration sont si excessives qu'on aurait tendance à ne plus croire que les photos. Or nous savons maintenant que la photo elle-même est capable de mentir.

Les leaders des partis modérés renchérissent; quant à Soustelle, il s'en prend aux « quatre grands de la contre-propagande française : *le Monde*, *France-Observateur*, *l'Express* et *Témoignage chrétien* ». Il évoque le cas du capitaine Moureau disparu au Maroc. Il émet des réserves sur le triptyque adopté par le gouvernement et propose pour l'Algérie un « statut de convalescence ».

« Le gouvernement est un mort en sursis »

Quant à Guy Mollet, il ne peut faire entendre qu'un disque déjà usé. Il revient sur le thème du collège unique, « expression même de l'égalité des droits entre tous les habitants de l'Algérie ». Par retour au calme, il entend une « démobilisation psychologique effective ». Au passage, il adresse quelques coups de patte aux anciens protectorats. « On ne peut, à la fois, demander la présence et l'assistance des Français et les menacer ou les brimer; attendre une aide importante de la France et vilipender ses œuvres; prétendre bénéficier de la mise en valeur du Sahara et y organiser le désordre et la subversion; réclamer une solution pacifique en Algérie et y favoriser la poursuite des violences ». Mais le scrutin montre que le président du Conseil ne réussit plus à convaincre; sur 595 députés, on compte 221 voix pour, 188 contre et 110 abstentions volontaires. Pour *Combat*, « le gouvernement est un mort en sursis ».

On ne saurait mieux dire, les jeux sont faits. Le cabinet est condamné et il tombera par la conjonction classique des extrêmes, suivant les traditions bien établies de la IVe République. Depuis l'automne de 1956, les communistes se trouvent dans l'opposition. Certes, au début, ils ont approuvé la politique sociale du gouvernement Guy Mollet : troisième semaine de congé payé, réduction des zones de salaires, fonds national vieillesse. Ils ont encore voté les pouvoirs spéciaux. Mais la signature de l'Euratom et l'affaire de Suez les ont fait passer de l'abstention à l'opposition. Ils vont être alors rejoints par les modérés, qui sont maintenant décidés à renverser un gouvernement de tendance socialiste, qu'ils ont supporté jusque-là en raison de sa politique algérienne, caractérisée à leurs yeux par certains éléments positifs. L'attaque sera déclenchée sur le plan économique et social.

Fin des illusions !

Force est bien de constater que, sur ce plan, la situation, en effet, est loin d'être brillante. Certes, 1956 a été caractérisé par une expansion continue. La production de la régie Renault a augmenté de 20 %, celle du groupe Pechiney de 11 %. Les principales industries prévoient d'importants investissements. Mais cette expansion s'accompagne d'une inquiétante poussée inflationniste. Les augmentations de salaires, l'alourdissement des charges sociales, les facilités de crédit se traduisent par une hausse des prix supérieure à 10 %. Parallèlement, la masse monétaire a augmenté de 800 milliards et le déficit du budget, l' « impasse », pour reprendre l'expression consacrée, a frôlé 1 000 milliards en 1956 et en atteindra 1 500 en 1957... Certes, le gouvernement bénéficie de circonstances atténuantes : l'équipée de Suez, l'affaire d'Algérie, mais les modérés lui reprochent sa démagogie économique et sociale.

En tout cas, le problème budgétaire s'assortit d'une crise sévère du commerce extérieur. Pour 1956, le déficit atteint 413 milliards et 221 pour les quatre premiers mois de 1957, soit trois fois plus que pour toute l'année 1955!

Acculé à la faillite, le ministre des Finances, Paul Ramadier, doit recourir, pour commencer, à toute une série de mesures dispersées : nouvel emprunt, économies, relèvement du taux de l'escompte. Sans grand succès. Force lui est de présenter, le 15 mai, un ensemble plus cohérent : hausse du prix de l'essence, des tarifs postaux, de la taxe sur les produits de luxe, sans compter une surtaxe de 30 % sur les dividendes et la suspension de la décote sur stock. L'accueil est plus que froid. « Nous n'avons pas été élus pour voter plus d'un milliard d'impôts par jour », proclament les indépendants.

Enfin, les modérés ont d'autres griefs contre le gouvernement, ne serait-ce que la chasse aux prébendes, marquée par la nomination de fonctionnaires S.F.I.O. à des postes importants. Duchet s'écrie : « Les nominations accroissent évidemment la clientèle du parti. Nous ne pouvons pas tolérer que l'État soit accaparé par les favoris du parti. Cette colonisation méthodique devient parfaitement scandaleuse... » Enfin, le centre droit dénonce la politique de socialisation systématique de l'économie et de nombre de secteurs sociaux, avec les projets Dullin, pour l'agriculture, Billères, pour l'enseignement, Gazier, pour la médecine.

Aussi, le 21 mai 1957, quand Guy Mollet engage pour la trente-quatrième fois l'existence de son gouvernement, il est sans illusions. Les modérés donnent l'assaut et c'est un indépendant-paysan qui prononce le réquisitoire : « Vous n'avez plus d'argent ni de devises; certes, vous n'avez pas toutes les responsabilités, mais vous avez aggravé la situation. Il aurait tout fallu sacrifier à l'expansion et à la défense de la monnaie. Seulement, l'expansion exige des importations; celles-ci, des devises; il faut exporter et donc réduire les prix de revient. Or, depuis dix-huit mois, vous n'avez cessé de surcharger ceux-ci. Nous sommes prêts à collaborer avec tous les hommes de bonne volonté, mais il y a des limites que nous ne pouvons dépasser et nous refusons d'être complices d'une faillite monétaire. »

C'est l'impasse !

La réponse du chef du gouvernement ne manque pas d'allure. Sa politique forme un tout et il faut l'accepter dans son ensemble. Mais le scrutin montre que l'Assemblée est décidée à la crise. Le projet de loi est repoussé par 250 voix contre 213. Il y a 70 abstentions. Suivant l'usage établi, Guy Mollet va remettre sa démission au président de la République, même si la majorité constitutionnelle pour le refus de la confiance n'est pas atteinte. C'est le début d'une crise grave. L'expérience du Front républicain n'a pas duré un an et demi. Malgré une honnêteté incontestable et d'évidentes qualités, Guy Mollet a échoué et laisse derrière lui une situation aggravée : crise financière sévère, discrédit accentué des institutions, opinion divisée, armée en proie à une crise de conscience. En fait, l'origine de tous ces malheurs est le problème algérien dont la solution n'a pas avancé d'un pas et qui commande finalement toute la politique française au printemps 1957. H

Philippe MASSON

René Coty refuse la démission de Guy Mollet avant que son successeur soit prêt. L'heure est trop grave. Bourgès-Maunoury forme le nouveau gouvernement et obtient, le 12 juin 1957, l'investiture par 240 voix. Objectif prioritaire de Bourgès : remettre les finances nationales en ordre.



A.F.P.

DES PIEDS-NOIRS AU F.L.N.



Reveillère

En Algérie, le drame s'enlise. On pacifie dans le bled mais, dans les villes, le F.L.N. marque des points.

« QUAND l'Algérie sera indépendante, on comprendra que nous avons fait du bon travail. A l'heure de la paix, de la réconciliation et de la coopération, on reconnaîtra que loin d'avoir été des « traîtres », nous avons été des traits d'union, nous avons montré aux Algériens un autre visage de la France. »

Ainsi s'exprimait, dans son ultime déclaration devant ses juges militaires, une Européenne inculpée d'aide au F.L.N. Dans l'atmosphère surchauffée d'Alger, et tandis qu'à la même heure des bombes éclataient tout près du tribunal et faisaient de nombreuses victimes innocentes, les juges parvenaient mal à conserver leur sang-froid et pas davantage à comprendre que des Français comme eux eussent pu aider les terroristes. Ils rétorquaient aux accusés qu'en tout état de cause on ne pouvait que mépriser ces prétendus « combattants » qui s'attaquaient aveuglément aux civils, femmes et enfants. Mais ils n'étaient pas au bout de leurs surprises en entendant cet autre accusé répondre : « La guerre d'Algérie ne sera jamais une guerre propre parce que la paix coloniale n'est pas une paix propre. Je n'ai pas choisi d'aider les militants algériens *en* ▶

pour ces Européens, crise de conscience à l'heure des bombes

dépit du terrorisme, mais *parce que* le terrorisme est leur destin et que leur lutte est juste. »

La plupart des membres européens du F.L.N. ne manquaient pas de préciser qu'ils se sentaient Algériens si cela signifiait vouloir vivre et mourir dans ce pays qui serait inéluctablement indépendant.

En février 1955, tous ceux qui refusaient de voir la fièvre et la haine submerger la réflexion se réunissaient pour tenter de dégager une attitude commune. Mais très vite deux tendances devaient s'opposer parmi ces Européens d'Algérie qu'on devait nommer plus tard « libéraux ». D'un côté, il y avait ceux qui voulaient encore, par des appels au cœur et à la raison, convaincre la masse des pieds-noirs que leur intérêt n'était pas de suivre les ultras. Cette tendance était animée par Charles Poncet, grand ami d'Albert Camus, et prônait la « trêve civile ». « Nous devons fonder un bulletin qui ait une grande diffusion et qui nous serve à expliquer la genèse de la révolte et ses justifications. Si nous voulons être efficaces, nous devons expliquer aux pieds-noirs dont nous sommes la nécessité de comprendre la rébellion. Car, actuellement, qui parle, qui entraîne le peuple? Les extrémistes, représentés par *l'Écho d'Alger*. »

Chaulet: un engagement total !

Pour Pierre Chaulet, qui représentait la tendance opposée, le projet n'était pas réaliste. Il pensait qu'on ne pourrait pas parvenir à trouver l'argent nécessaire à une telle publication et à un tel mouvement car il était utopique de croire qu'on réunirait beaucoup d'adhérents partageant leurs idées de fraternité. « Ce qu'il faut, affirmait-il, c'est s'engager aux côtés des Algériens pour défendre leur et notre liberté. »

C'était la rupture. Le groupe Poncet allait vainement chercher 5 000 adhérents, le groupe Chaulet se mettait au service du F.L.N.

Comment Pierre Chaulet est-il parvenu à cette grave option? Catholique convaincu, il avait milité depuis son enfance dans divers mouvements qui luttaient pour le rapprochement, la compréhension des deux communautés; en compagnie de Pierre Popie et de Pierre Roche (un avocat et un médecin), il avait tenté de créer un mouvement groupant des associations aussi diverses que les Étudiants musulmans, d'Afrique du Nord, les scouts musulmans, les Jeunesses du M.T.L.D. Ses amis étaient Lamine Khene, Mohamed Lagha, Kadache et surtout Salah Louanchi, qui deviendra son beau-frère. Avec une volonté extraordinaire, ce groupe de jeunes gens qui acceptait toutes les tendances — Maillot y représentait les Jeunesses communistes — tentait un rapprochement et une campagne d'explication. Cela se passait en 1950. « A cette époque, dira Chaulet, il était pornographique de dire qu'en Algérie il y eût des bidonvilles! » Avec le professeur Mandouze, il fonde une revue, *Consciences maghribines*.

Quelques mois avant la révolution, les Algériens proches de ce groupe d'Européens leur avaient dit : « S'il faut prendre les armes, vous devez les prendre avec nous. » La réponse, Chaulet la donna dès les premières semaines qui suivirent le 1er novembre 1954. Il n'avait pas la sensation d' « aider le F.L.N. » et il avait tenu à préciser : « Nous sommes algériens comme vous; notre sol, notre patrie, c'est l'Algérie, nous la défendrons avec vous. Nous sommes du F.L.N. »

Son engagement était total. En compagnie de son épouse, il permit à Krim Belkacem et à Ouamrane, qui sans cesse faisaient l'aller-retour Alger-Palestro, de franchir les barrages militaires établis sur les routes. Ceux qui, à l'arrière de la voiture d'un médecin, fumaient tranquillement une cigarette ne pouvaient être que de « bons Arabes ».

Les Chaulet avaient acheté les premières machines à polycopier dont le F.L.N. avait besoin pour tirer ses tracts. L' « imprimerie » se trouvait en haute Casbah, chez Abdelkader « Ronéo », et avec leur vieille 2 CV les Chaulet transportaient des paquets de tracts fraîchement imprimés, ainsi que des valises d'armes destinées à divers commandos du Front.

Ben Khedda avait, quant à lui, fait une recrue de choix : André Galice, conseiller municipal de Jacques Chevallier. Il dirigeait une papeterie dans le centre d'Alger, rue Horace-Vernet. Cette papeterie était un excellent paravent pour les activités de Ben Khedda, qui avait trouvé dans l'immeuble d'André Galice, au 6e étage, un refuge sûr chez Jacques et Éliane Gautron, un jeune ménage progressiste. Tous étaient en rapport avec le groupe du professeur Mandouze et avaient retrouvé au F.L.N. les étudiants européens groupés par Daniel Timsit. Leurs tâches étaient multiples : « planques », liaisons, propagande, explosifs (pour certains seulement), etc. Dans son petit appartement de Diar-el-Mahçoul, Chaulet apprenait à de jeunes étudiants en instance de départ pour le maquis à faire des piqûres dans une pomme de terre et des sutures dans un bourrelet de cuir.

D'étranges presbytères...

Au foyer universitaire du Telemly, sous l'égide du Dr Perrin, régnait aussi une activité fébrile et secrète. Évelyne Lavalette, employée des services administratifs de la Faculté, hébergeait Ouamrane. C'est elle qui avait obtenu que l'abbé Declerq donnât l'hospitalité à Ben Khedda, qui avait installé une ronéo dans le presby-


L. Ionesco/Réalités

Ceux-là non plus ne comprendraient pas. Ceux pour qui le danger est partout, dans le bus, les bistrots, les cinémas, et qui jusqu'au bout, pourtant, maintiendront leurs habitudes. Ici, c'est la rentrée des plages, un dimanche soir, à Fort-de-l'Eau. ▶



◄ L'Algérie de tous les jours, rurale et modeste. Ces paisibles citoyens de Bab-el-Oued, qui prennent le soleil, entre deux explosions de bombes ou deux rafales, sont loin de se douter que certains de leurs concitoyens font partie des réseaux de soutien au F.L.N. dans leur propre ville, que des prêtres ouvrent leur foyer à des chefs de la révolution, comme Ouamrane ou Ben Khedda, que des ronéos tournent dans les presbytères sans que les abbés contrôlent ce qu'on y imprime... A Hussein-Dey, chez l'abbé Scotto, on discute ouvertement de l'opportunité des attentats.

tère. L'abbé n'avait jamais cherché à savoir ce qui s'imprimait sur la ronéo. Bouleversé par ce qu'il voyait à la prison de Barberousse, il avait été ému par l'enthousiasme qui animait les prisonniers F.L.N., et lorsque Évelyne Lavalette, une des catholiques progressistes d'Alger, lui avait demandé son aide, il avait fourni une pièce de son logement. Un jour, Ben Khedda lui avait montré un des tracts qu'il tirait. « Tout ce que je peux vous dire, mes enfants, avait dit l'abbé, c'est de ne pas être trop violents. »

La violence, justement, reprenait de plus belle. L'engrenage exécutions capitales-attentats semblait irréversible. Abane avait écrit avec Ben M'Hidi un tract où l'on pouvait lire : « Toute exécution de combattants entraînera des représailles. Pour chaque maquisard guillotiné, cent Français seront abattus sans distinction. » Et partout, en Algérie, du sang, des blessés, des morts. Affecté aux explosifs par Yacef Saadi, Daniel Timsit, qui s'était adjoint un ingénieur italo-tunisien, Giorgio Arbib, était très tourmenté par les attentats. Ces bombes qui avaient tué des innocents, c'était sans doute lui qui en avait fabriqué les explosifs. On lui avait pourtant assuré qu'elles ne serviraient qu'aux maquis. Il s'ouvrit de son désarroi à l'abbé Barthès, de la Mission de France. Les deux hommes, s'ils n'étaient pas de la même religion, partageaient la même opinion quant à la guerre d'Algérie. Ils parlèrent longtemps de l'aspect qu'allait prendre le combat. La haine raciale allait creuser un peu plus un fossé que rien — ils le sentaient maintenant — ne pourrait combler.

Abane, averti des scrupules de certains Européens, et même de certains militants du Front, sur la question des attentats aveugles, répétait à satiété : « Je ne vois guère de différence entre la fille qui dépose une bombe au Milk-Bar et l'aviateur français qui bombarde une mechta ou qui jette du napalm sur une zone interdite. C'est la guerre avec tout ce qu'elle a d'ignoble. Il y a des gosses victimes de nos attentats, mais il y en a aussi dans les mechtas. Il y en avait, rue de Thèbes... »

Au presbytère de Hussein-Dey, chez l'abbé Scotto, la question des attentats avait été longuement débattue entre Européens qui aidaient le F.L.N. ou qui s'en considéraient comme membres. La réponse d'Abane ne satisfaisait pas tout le monde (était-il juste d'agir comme l'adversaire?), mais tout le monde concluait qu'une lutte juste demeure juste quels que soient les moyens utilisés. C'était une variante de « la fin justifie les moyens »...

De nombreux Algériens comprenaient les réticences de ces Français. Leur entrée au Front n'avait cessé de les surprendre. Hassiba Bent Bouali questionna un jour Daniel Timsit :

— Pourquoi travailles-tu avec nous, Daniel?

— Parce que je suis algérien comme toi.

— Pas tout à fait. Moi, je m'appelle Hassiba, toi Daniel. Je suis musulmane, tu es juif, donc européen.

— C'est pas bien vieux. Le décret Crémieux date de 1870. Pendant la guerre, je ne suis pas allé à l'école puisque nos braves compatriotes européens accueillaient à bras ouverts les décisions de Pétain, qui faisaient des juifs des sous-citoyens comme les musulmans. De Gaulle a rétabli le décret alors que Giraud voulait l'abolir définitivement. Mon père vend du tissu en basse Casbah. Ma grand-mère ne parle pas un mot de français. Pas plus que la tienne, je suppose. Et dans la rue, si elles étaient l'une près de l'autre, on ne ferait guère de différence.

Une action éphémère...

L'insolite de la situation était accentué par le fait que Hassiba ressemblait à une Française et qu'on prenait souvent Daniel pour un Arabe. Ce dernier continua :

— Et puis, tu sais, cette guerre est en train de décupler le racisme. J'ai soigné récemment un des demi-frères de Didouche Mourad — l'un des six chefs du 1er novembre; il m'a dit : « Avant de te » connaître, j'avais une haine terrible pour » tout ce qui était européen. Je n'aurais » jamais cru qu'un Européen puisse dé» fendre les mêmes idées que nous. Main» tenant que je t'ai vu, je sens qu'il y a » quelque chose de changé. Je ne pourrais » plus vivre de la même façon. »

Cette fraternité de la clandestinité et de l'engagement commun devait être de courte durée. Les efforts conjugués de l'armée, de la P.J. et de la D.S.T. mirent fin, assez rapidement, aux activités du plus grand nombre des Français du F.L.N. en Algérie. Pour l'un d'eux, Fernand Yveton, c'est la guillotine qui l'attendra dans la cour de la prison de Barberousse; ce sera l'arrestation pour Chaulet, le couple Gautron, Évelyne Lavalette, Danièle Minne, etc. Plusieurs prêtres seront plus ou moins discrètement expulsés d'Algérie. Les tribunaux prononcèrent de longues peines de prison à l'encontre de ceux qu'on ne pouvait plus appeler des « libéraux ».

A quelques exceptions près, tous les Européens du F.L.N. devaient être arrêtés. C'est en France que d'autres allaient prendre la « relève ». **H**

Jacques SIMON

Palmer/Vu



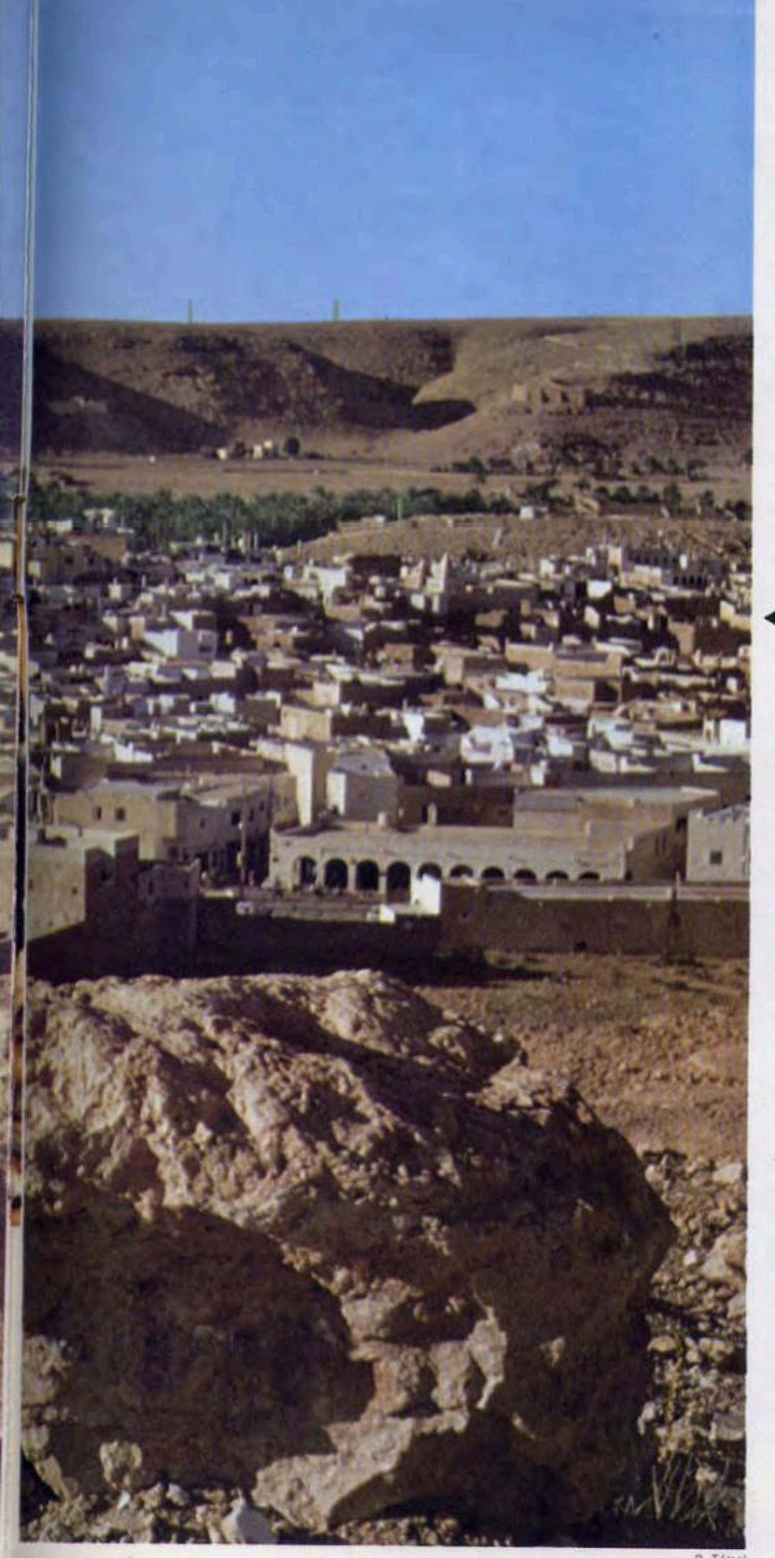


D'EL-OUED A "BECHAR"

ENTRACTE SAHARIEN

La route goudronnée El-Aricha-Méchéria, longue de 140 kilomètres, sans un virage, sans la moindre rampe, passe entre les haies du double réseau interdisant l'accès de l'Ouest algérien aux katibas de l'Armée de libération nationale basées au Maroc. De cette rocade jusqu'aux djebels du Moyen-Atlas s'étend, en cette deuxième année de la guerre d'Algérie, un territoire interdit, large parfois d'une centaine de kilomètres, que les postes radars installés sur de légères éminences balaient jour et nuit.

A près d'un millier de kilomètres vers l'est, à l'autre extrémité du territoire algérien, un barrage, identique dans sa réali-





Biskra et ses palmiers ▶ à perte de vue. C'est la porte du Sud constantinois vers Touggourt. Sous cette mer de palmes, Biskra abrite plus de 40 000 habitants. Les Biskris. Passé les plateaux brûlés de l'Aurès, l'arrivée à Biskra est un peu la découverte du jardin d'Éden... L'eau ruisselle partout.

◀ Ghardaïa, capitale du Mzab, à 600 km d'Alger. Le Mzab, au sud de Laghouat et de la région des dayas (cuvettes où croupissent les eaux de ruissellement), est un plateau calcaire et désolé qu'on appelle Chebka. Il est sillonné de ravins et, tout au fond, coule un oued. Superbes et étranges pyramides urbaines...

P. Tétrel



Tiout (Aïn-Sefra). Ici, ▶ c'est le Sud oranais. Du moins, la porte du Sud. Isabelle Eberhardt, qui chanta l'« Ombre chaude de l'islam » et vécut longtemps dans le Sahara français, notamment à Colomb-Béchar et à Kenadsa, est morte dans les inondations d'Aïn-Sefra. Les crues y sont terribles.

P. Tétrel

Ch. Ansaldi

sation et son efficacité, a été édifié sur la frontière tunisienne. Là encore une route donne accès aux territoires du Sud.

Comme les cinq doigts d'un gant, cinq rocades s'enfoncent ainsi vers le Sahara algérien dont les portes s'ouvrent, une fois passés les monts des Ksour, du djebel Amour, des Ouled Naïl, du Zab et des Nemencha, à Colomb-Béchar, Laghouat, Bou-Saada, Biskra.

Ainsi, la géographie et le climat ont imposé au colonisateur un partage de l'Algérie dont la partie fertile — le Tell —, divisée en trois départements (Oran, Alger, Constantine), est séparée du désert par une immense bande steppique — les hauts plateaux — et par l'Atlas saharien, placés sous l'administration de l'armée : ce sont les territoires militaires.

La mer d'alfa

Au début de la rébellion les territoires du Sud, comme le Sahara, ne semblent pas concernés par les « événements », à l'exception des Nemencha, voisins de l'Aurès, et les touristes fréquentent encore les luxueux hôtels de la chaîne « Transatlantique ». A vrai dire, pour les vrais Sahariens, le Sud authentique commence seulement à Beni-Abbès, Tindouf, Ouargla et El-Oued dans le pays d'Apocalypse des Grands Ergs, de la hamada et du Hoggar.

De la Méditerranée, avec ses eaux bleues ourlées d'écume blanche, jusqu'à la mer de sable, avec les grandes dunes ocre des Grands Ergs occidental et oriental, la nature a laissé de la place pour un nouvel océan : celui de l'alfa, étrange graminée des pays secs et pauvres, mais source de richesse pour ceux qui possèdent le monopole de son exploitation en vue de la fabrication du papier.

C'est là que passe la frontière symbolique séparant le Tell et les hauts plateaux des territoires du Sud. On traverse pro- ▶



M. Teboul

◄ A Bou-Saada, la parade des Ouled Naïl. C'est le nom des montagnes d'où descendent les filles qui viennent gagner leur dot, dans les oasis comme Bou-Saada, « à la sueur de leur ventre ». Des danseuses. Elles traversent Bou-Saada à dos de chameau.

Un puits mozabite ► à Beni-Isguen, sur la rive droite de l'oued. On y puise l'eau à de grandes profondeurs, et elle arrose ce que les gens du Mzab appellent leur ville d'été. Un refuge de verdure et de fraîcheur, où les habitants de la Pentapole mozabite viennent se reposer.



Brezenec

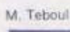
◄ Le Sahara (Mérouane) la région des chotts. Les chotts : des lacs salés, plus ou moins asséchés, dont la croûte de sel couvre souvent une croûte de boue. Mais le spectacle n'en est pas moins délicat et poétique. Le ciel se reflète dans ces plaques de sel qui étincellent au soleil.

le désert du contingent : enfer et paradis !

gressivement les riches plaines à vignobles et les collines littorales pour s'engager dans les terres à blé bordant, au sud, les contreforts de l'Atlas tellien. Puis on plonge dans les dépressions salées des chotts, véritables lacs fossiles recevant, en hiver, les crues irrégulières mais violentes des djebels sahariens et rendant, en été, le sel scintillant des alluvions asséchées par un soleil ardent. Très loin, et seulement rendus visibles par l'extraordinaire siccité de l'atmosphère, se profilent les sommets déchiquetés de l'Atlas saharien, dernier refuge des bouquetins et des mouflons.

C'est sur cette frange de 1 000 kilomètres de long sur 150 de large que les centres de colonisation sont nés, postes avancés sur le *limes* de la pénétration militaire, où de futurs maréchaux de France ont fait leurs premières armes. C'est un peu le « Far West » avec d'étranges « Indiens » mi-arabes, mi-berbères, pas tout à fait nomades, pas totalement sédentarisés, arrachant péniblement à une terre ingrate quelques sacs d'orge et menant leurs troupeaux de moutons ou de chèvres au gré des saisons, tantôt vers le nord, tantôt vers le sud, à la recherche des rares points d'eau et des maigres pâturages.

Si l'on prend comme exemple le district de Géryville, à la base sud d'un triangle ayant pour côtés Aïn-Sefra et Méchéria



M. Teboul





M. Teboul

à l'ouest, Laghouat et Aflou à l'est, avec Saïda pour sommet, et dont l'altitude moyenne est de 1 500 mètres, on constate que ce territoire, aussi étendu que la Belgique, ne compte que 60 000 habitants dont 10 000 environ résident dans la capitale administrative. Au moment de la présence française, on n'y trouvait que 400 Européens. Les seules ressources de cet immense territoire étaient constituées par une vingtaine de chantiers d'alfa, 650 000 moutons, 200 000 chèvres, 300 000 chameaux et 10 000 bovins. Là commencent les mirages et croissent ces étranges champignons de Bou-Hamama, formés par des buissons d'épineux pétrifiés par le sable.

Bouktoub, au nord-ouest, qui commande le carrefour Géryville-Méchéria, était une petite garnison tenue par la légion étrangère. Cet ancien gîte d'étape des caravaniers et des colonnes en campagne a longtemps gardé son austère visage de place forte. A Méchéria seulement la civilisation commence à se manifester avec ses modestes bistrots. La route continue ensuite vers Aïn-Sefra et Colomb-Béchar, route sans problème sauf à la saison des vents de sable, qui recouvrent l'asphalte d'un dangereux tapis mouvant.

◀ **A Bou-Saada, c'est la fantasia. Turbans blancs, burnous rouges, les spahis font revivre, le temps d'une cavalcade, les souvenirs de la conquête...**

Mais l'accès vers l'est ne peut se faire que sur de difficiles pistes se faufilant à travers d'admirables paysages. Les villages des Ksour, retranchés du reste du monde, ont toujours conservé leur genre de vie primitif.

On devine la stupeur des soldats du contingent : hussards pyrénéens, dragons picards, chasseurs savoyards, lorsqu'ils découvrirent ces paysages farouches qui, pour eux, représentaient un vide sans dimensions, sans forêts ni rivières, sans prairies ni vergers, embrasé par un soleil implacable. Ce fut une première impression, bien vite oubliée lorsque, devant leurs half-tracks, apparurent, au fond d'une cuvette cachée par le roc calciné, presque noir, vitrifié par la chaleur, un ksar et son oasis (« une topaze entourée d'émeraude », comme dit le poète arabe), petit village fortifié contre d'éventuels rezzous avec des abricotiers et des citronniers poussant à l'ombre des palmiers. Mais, sortis de ce paradis, l'enfer leur apparaissait de nouveau avec les roches longuement et patiemment érodées par le sirocco, la chaleur, le froid incroyable des nuits sahariennes qui fait éclater les pierres surchauffées par le brasier diurne.

La dot des Ouled Naïl

On pouvait ainsi aller, en jouant à saute-mouton, de Laghouat à Djelfa, de Bou-Saada à Biskra, de Touggourt à El-Oued.

Béchar (les gens du Sud disaient rarement Colomb-Béchar) se veut plus saharien que Beni-Ounif, qui n'est pourtant situé qu'à une cinquantaine de kilomètres plus au nord, mais les mineurs des houillères de Kenadsa-Bidon II ne parlent des sahariens de Béchar qu'en haussant les épaules. Quant à Bou-Saada, incorporée dans le département d'Alger, c'est, pour les Mzabites de Ghardaïa, l'extrême nord. Et pourtant, c'est à Bou-Saada, à 200 kilomètres seulement de la capitale algérienne, que le désert découvre son merveilleux décor au profane! C'est là la terre promise des touristes éblouis par la pacotille des broderies d'or sur filali puant le bouc, et celle aussi des pétroliers-pionniers qui, après des semaines passées à forer des « carottes » dans la roche de la hamada, dure comme du métal, viennent se mettre au vert au « Transat », où la cure se fait à l'anisette glacée et au méchoui brûlant. Les meilleurs repas se dégustent le soir, lorsque le vent frais soufflant vers le chott el-Hodna fait frissonner les palmes des 24 000 dattiers de l'oasis et que les muezzins, du haut des minarets des mosquées d'Ouled-Attik et d'El-Nekla, lancent l'appel à la prière. Après la *chorba*, épais potage poivré parfumé aux quatre épices, les filles des Ouled Naïl, descendues de leurs montagnes pour gagner une dot « à la sueur de leur ventre », comme dit un de leurs proverbes, se livrent à la danse des fou- ▶



M. Teboul

Sahara touristique, climatisé, aménagé. A Bou-Saada, l'hôtel Transat. Des jardins ratissés, des parasols. Et, noblesse oblige, une piscine !



Dans les ruelles de Ghardaïa, les petits marchands sacrifient au progrès et à la mode. Il n'y a plus d'amphores mais des seaux, en plastique !

P. Tétrel

de l'Atlantide jusqu'aux filières du F.L.N.

lards à la cadence donnée par les joueurs de tambourin et de flûteau.

Ghardaïa la « puritaine » a toujours su se protéger des invasions, qu'elles soient arabes ou touristiques. Elle est la capitale d'une république lilliputienne, exploitant une immense palmeraie de 60 000 dattiers dont le centre ombilical serait le minaret de la mosquée construite au Moyen Age. Les quatre autres villes de cette Pentapole sont Mélika (la Reine), Beni-Isguen (la Pieuse), Bou-Noura (la Ville lumière) et El-Atteuf (la Doyenne). Ici, l'eau est si rare que chaque maison recueille dans des citernes celle qui tombe parcimonieusement du ciel et que le vol de la moindre goutte appartenant à la communauté est sévèrement puni. La traditionnelle visite de la ville sainte du Mzab se fait dans le grincement des poulies remontant l'eau des trois mille puits que le *dellou* déverse dans les bassins de la ville.

Biskra et Touggourt sont les capitales de la datte. L'accès à la première de ces oasis se fait, en venant du nord, par les admirables gorges d'El-Kantara ou par la vallée de l'oued el-Abiod, si l'on arrive de l'Aurès. Alors surgissent les premières dunes au creux desquelles se blottissent des palmeraies aux dattes réputées, dont la transparence est telle, à leur maturité qui les gorge de miel, qu'on les appelle les « doigts de lumière ». Dans une de ces oasis, Sidi-Okba, qui à elle seule compte plus de 70 000 palmiers, se trouve la mosquée où repose le conquérant arabe Okba Ben Nafi, tué au combat aux abords de la ville, en l'an 684. Quant à Touggourt, qui commande la vallée de l'oued R'hir, elle mérite, avec son ksar aux rues couvertes, ses maisons à arcades d'une blancheur éblouissante et ses couchers de soleil sur les dunes, d'être considérée comme une véritable ville saharienne, car c'est à partir de l'oasis de Temacine, dont les fortifications sont construites avec des troncs de palmier, au bord d'un lac sacré, que commence l'immensité du Grand Erg oriental.

M. Teboul



Ouled Naïl, dans toute leur splendeur, leurs sequins, leurs foulards et leurs robes de soie richement pailletées.

Le Sahara nord-algérien prend fin dans le Souf, qui plonge vers la frontière tunisienne. Vu d'avion, le paysage semble fait de cratères produits par un bombardement intense. Toute la région est au-dessous du niveau de la mer et chaque palmier qui pousse dans le lit desséché de l'oued se trouve dans un trou à l'abri du vent, pouvant ainsi profiter, au creux de sa cuvette, de la moindre goutte de pluie. Quant à la ville, elle est entièrement construite, comme tous les villages soufiens, avec un matériau qui lui donne un aspect unique au monde : chaque maison, au toit en coupole, est bâtie avec des morceaux de gypse siliceux appelé communément « rose des sables », qui possède un pouvoir miraculeux dans cette région où le soleil est particulièrement ardent. En effet, les multiples facettes des « roses » dispersent le rayonnement solaire, donc la chaleur. Il faut avoir dégusté le thé saharien préparé selon la tradition (une pincée de thé vert arrosé d'eau bouillante dans un récipient de cuivre étamé, adouci avec du sucre en pain, parfumé à la menthe fraîche), accroupi sur des tapis de haute laine sentant encore le suint, pour apprécier la fraîcheur de ces demeures dans lesquelles l'invité est toujours considéré comme le *dif Allah*, c'est-à-dire l'hôte de Dieu. La tradition, la bienséance plutôt, exige que l'on accepte trois verres de thé pour faire honneur à celui qui l'a préparé. Plus la température extérieure est élevée, plus le breuvage doit être chaud.

Un pays chargé d'histoire

Dans cette étrange contrée où la légende a situé l'Atlantide, dont le passé reste chargé d'histoire comme l'ont démontré les découvertes rupestres du Tassili des Ajjer, habité par des Berbères autochtones, des Arabes conquérants et des Noirs asservis par les grands seigneurs qui les avaient razziés dans leurs opérations au cœur de l'Afrique, la France venait, au moment de l'insurrection du 1er novembre 1954, de commencer la mise en exploitation d'importants gisements de pétrole et de gaz naturel. Longtemps, ces exploitations furent à l'abri des attentats et, à quelques rares exceptions près, il n'y eut pas d'opérations militaires dans le Sahara. Mais les bordures orientales et occidentales et les Ksour durent bien vite être mis en état d'alerte à la suite des tentatives d'infiltration de caravanes chargées de matériel militaire pour les maquis des hauts plateaux et du Tell. Pour interdire au F.L.N. les confins du Sud algéro-marocain, l'armée française fut amenée à rassembler, à l'abri des barrages, les populations nomades. Jusqu'à la fin des opérations en Algérie, l'impératif militaire resta la coupure des filières de la rébellion qui, partant de Figuig-Beni-Ounif, tentaient d'aboutir au djebel Amour, aux monts de Daïa, de Saïda et de Frenda pour éclater vers l'Ouarsenis. Il en fut de même à l'autre extrémité du territoire algérien où les maquis des Aurès-Nemencha attendaient le ravitaillement acheminé par le Sud tunisien et par la Libye. H

LÉO PALACIO

CHRONOLOGIE

Juin 1957

FRANCE

1er : visite du chah d'Iran et de la princesse Soraya à Paris.
5 : Pierre Pflimlin renonce à former le gouvernement. Bourgès-Maunoury pressenti.
12 : investiture du cabinet Bourgès-Maunoury par l'Assemblée nationale (240 voix pour, 194 contre, 74 abstentions).
24 : vote des projets fiscaux (251 voix pour, 210 contre, 57 abstentions).

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : attentats terroristes à Alger.
Le président Bourguiba demande le départ des troupes françaises de Tunisie.
3 : accrochages franco-tunisiens.
4 : raid terroriste sur Tlemcen.
6 : accrochages franco-tunisiens à Gabès.
8 : démission du cabinet Nouri Saïd en Irak.
9 : attentat au Casino de la Corniche, à Alger.
11 : manifestations et incidents à Alger.
15 : violents combats dans le Constantinois.
23 : entretiens Nasser-Krishna Menon au Caire.
26 : réduction des forces françaises de Tunisie.

AMÉRIQUE

7 : visite du président Salazar au Brésil.
7 : accord économique américano-polonais.
11 : victoire des conservateurs aux élections canadiennes.
16 : visite du premier ministre japonais Kishi aux États-Unis.
21 : les États-Unis envoient des armes modernes à la Corée du Sud.
29 : aide américaine supplémentaire de 20 millions de dollars à l'Espagne.
30 : dissolution du quartier général américain en Extrême-Orient.

ASIE

2 : visite du premier ministre japonais Kishi à Taipeh.
7 : la Grande-Bretagne abandonne ses bases de Trincomalee et Katuyanaka à Ceylan.
11 : incident naval sino-américain.
12 : coup d'arrêt de la campagne des « Cent Fleurs » en Chine.
20 : assouplissement du commerce franco-chinois.
21 : retrait des forces américaines du Japon.
27 : la partie nord des Célèbes se constitue en province séparée de l'Indonésie.

EUROPE

1er : arrestation de personnalités en Espagne.
4 : fin de la crise gouvernementale en Sarre.
5 : nouvelles décisions britanniques sur le commerce avec la Chine.
6 : visite de Boulganine et de Khrouchtchev en Finlande.
10 : démission du gouvernement Zoli en Italie.
19 : troisième expérience thermonucléaire britannique dans le Pacifique.
20 : rapport du Comité spécial des Nations unies sur la Hongrie.
22 : accord italo-albanais sur les dommages de guerre.
26 : conférence des ministres du Commonwealth à Londres.
30 : ouverture de l'année géophysique internationale.

LA SEMAINE PROCHAINE



CASINO DE LA CORNICHE / SECTEUR DE BLIDA

Sommaire du n° 228 :

• « Chikaya » algérienne

Les représentants du Comité de coordination et d'exécution séjournant à Alger vont profiter de l'hospitalité que leur accorde le président Bourguiba pour régler leurs comptes. On assiste à un kidnapping, à des scènes de western en plein Tunis : ce sera l'affaire Mahsas...

• Le casino de la Corniche

La nuit est tombée sur Alger lorsque le bilan officiel de l'attentat est enfin connu : 9 morts et 85 blessés. C'est dans le bruit des explosions des gaz lacrymogènes, des injures aux C.R.S. que les malheureuses victimes du dimanche de la Pentecôte sont conduites au cimetière de Saint-Eugène. Il y a eu aussi des ratonnades...

• Le secteur de Blida

Fin 1956, ce territoire est le théâtre d'un terrorisme rural intense auquel s'ajoute, à coups de grenades, le terrorisme urbain. Un des responsables de la pacification nous raconte comment cette région retrouve le calme.

• Après Mollet, Bourgès...

Le 30 septembre, le rejet de la loi-cadre marque peut-être la dernière chance de régler le problème algérien par une union durable avec la France. C'est le début de l'agonie du régime.

• Revoir Arzew

Mini-Texas qui étonnerait actuellement ses fils déracinés... Les réservoirs, les oléoducs ont violé ses plages, les vomissures des tankers les ont souillées...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 227 - 8 mai 1972.

HISTORIA
magazine

OURAGAN SUR KANSAS CITY : 33 MORTS

BUREAUX DU JOURNAL A PARIS

La Dépêche

DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGERIEN

MERCREDI 22 MAI 1957

Prix : 15 Fr. Métropole : 18 Fr.

CRISE MINISTÉRIELLE OUVERTE

La confiance a été refusée à M. Guy MOLLET par 250 voix contre 213

REUNIE ce matin, à 11 heures, l'Assemblée nationale a entendu les explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique du projet de loi fiscal. MM. Guy Mollet, président du Conseil, Paul Ramadier, ministre des Affaires économiques et financières, et Filippi, secrétaire d'Etat au Budget étaient au banc du gouvernement.

La parole a été donnée à M. André Morice (R.S.-Loire-Inf.) qui a déclaré estimer que la situation actuelle appelle des sacrifices. Mais les impôts sont insuffisants. Des solutions d'ensemble s'imposent.

L'orateur a affirmé qu'une crise gouvernementale aurait de graves conséquences, notamment sur le problème algérien. Il a demandé au Gouvernement d'aller « plus vite » en Algérie. « Nous voterons la confiance » a-t-il conclu.

Les socialistes favorables

Suite page 3

M. GUY MOLLET A LA TRIBUNE DU PALAIS BOURBON

En attendant la reprise du débat au Conseil de Sécurité

Entretien Pineau-Dulles à Washington

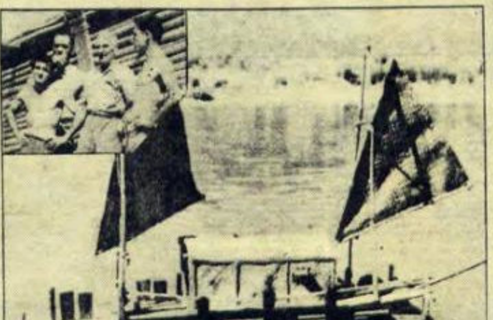
Accord complet franco-américain sur Suez

(De notre correspondant particulier Edward DEPURY)

APRES avoir prononcé hier un plaidoyer remarquablement modéré devant le Conseil de Sécurité, sur la question de Suez, M. Christian Pineau s'est entretenu, ce matin, à Washington, avec M. Dulles, secrétaire d'Etat.

Accord complet

Suite page 8



Le sac postal disparu à Vesoul est retrouvé dans une cave

Rien n'avait été enlevé

Le célèbre pilote d'essai Charles GOUJON se tue accidentellement près de Melun

LE « TRIDENT » QU'IL PILOTAIT S'EST DESINTEGRE EN PLEIN VOL

Le radeau « Tahiti Nui » en difficulté

SOUS LA COUPOLE

Une Commission de la Croix Rouge internationale dans le Constantinois

L'ATTENTAT DE STRASBOURG

LA POLICE FRANÇAISE ENQUÊTE EN ALLEMAGNE

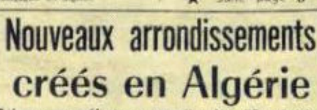
La clé du problème pourrait se trouver à Hambourg

(DE NOTRE REDACTION PARISIENNE)



Le général Salan a regagné Alger

Suite page 3



Nouveaux arrondissements créés en Algérie

Quinze sous-préfectures nouvelles dans l'Est algérien



Nouvelle et vaste opération de contrôle à Oran

Mystérieuse disparition à Bône d'un officier de police

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER A BONE)

Suite page 8

Un agriculteur, M. LAFAILLE assassiné par un terroriste à Sétif

Une grenade lancée dans un café de Tébessa fait un mort et un blessé grave

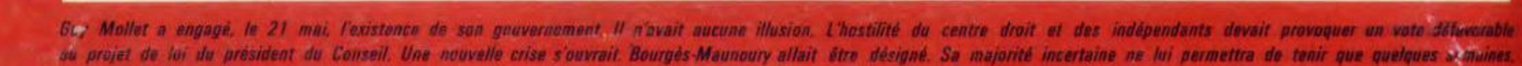
Grenade à Tebessa



Voici la nouvelle université de Caen

DEUX COMPLICES DE DJEMILA BOUAZZA ARRÊTÉS A ALGER

Philippe Bouvard prix de la chronique



Guy Mollet a engagé, le 21 mai, l'existence de son gouvernement. Il n'avait aucune illusion. L'hostilité du centre droit et des indépendants devait provoquer un vote défavorable au projet de loi du président du Conseil. Une nouvelle crise s'ouvrait. Bourgès-Maunoury allait être désigné. Sa majorité incertaine ne lui permettra de tenir que quelques semaines.